L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION// DIMANCHE 23 FEVRIER 2025 // N°1017//PRIX 20 DA

G20 À JOHANNESBURG

INTENSES ACTIVITÉS DE ATTAF

P.2

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE PROCÈDE À L'INAUGURATION DE L'USINE DE DESSALEMENT D'EAU DE MER « FOUKA 2 »

UNE RÉVOLUTION BLEUE EN MARCHE

« C'EST CETTE ALGÉRIE QUE NOUS AIMONS TOUS EN TANT QU'ALGÉRIENS, UNE ALGÉRIE QUI RELÈVE LES DÉFIS EN S'INSPIRANT DE LA GÉNÉRATION DU 1er NOVEMBRE 1954, QUI A RÉUSSI À CHASSER DE NOS TERRES LA 5e PUISSANCE MONDIALE AVEC DES FUSILS DE CHASSE » A SOULIGNÉ LE PRÉSIDENT ABDELMADJID TEBBOUNE.

Lire en page 3

SECTEUR DES ASSURANCES :

L'ANNÉE 2025 SERA CELLE DE LA QUALITÉ DE SERVICES

P.16

33 JOURS D'ASSAUT ISRAÉLIEN, 27 MORTS ET DES MILLIERS DE DÉPLACÉS

JÉNINE SOUS LE FEU DES ASSASSINS

P.4

À L'OCCASION DU MOIS DE RAMADHAN

L'ETAT CASSE LES PRIX

LA BAISSE DES PRIX S'INSCRIT DANS UNE DÉMARCHE PLUS LARGE VISANT À FAIRE DE CE MOIS SACRÉ UNE OPPORTUNITÉ RENOUVELÉE POUR PROMOUVOIR LA SOLIDARITÉ ET ANCRER L'ESPRIT DE LA CITOYENNETÉ ÉCONOMIQUE, DE MANIÈRE À CE QUE CES INITIATIVES NE SOIENT PAS UNE SIMPLE MESURE EXCEPTIONNELLE MAIS PLUTÔT UNE PRATIQUE DURABLE.

Lire en page 7

LA MINISTRE DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE L'A AFFIRMÉ À L'APN

«Un montant global de 1,470 milliard de DA pour le mois de Ramadhan»

Lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), Mme Mouloudji a indiqué que «le secteur de la Solidarité nationale contribue à l'opération de solidarité pour le mois de Ramadhan prochain, avec un montant global de 1,470 milliard de DA». La ministre a en outre affirmé que le secteur de la solidarité nationale veille à mettre en œuvre le programme dédié au mois sacré, à travers «la mobilisation de ses différents services pour la réussite de l'opération, en coordination avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et avec la participation d'autres secteurs concernés». Pour assurer «le bon déroulement» de l'opération de solidarité durant le mois sacré, une réunion avait été tenue le 12 décembre 2024 au niveau de l'administration centrale du secteur, avec pour ordre du jour «la distribution des affectations financières relatives à l'opération de solidarité pour le mois de Ramadhan sur les wilayas, ainsi que la mise en place des programmes religieux et culturels», a rappelé Mme Mouloudji. Soulignant que le secteur de la solidarité nationale a accordé 1.577 autorisations au profit d'associations pour l'ouverture de restaurants pour la rupture du jeûne (iftar), la ministre a ajouté que "1.300 familles productives devraient participer aux marchés de solidarité organisés par le ministère durant le mois de Ramadhan, en coordination avec les secteurs concernés". Dans le cadre de l'élaboration du plan d'action du ministère 2025-2029, Mme Mouloudji a affirmé qu'il a été procédé à l'implication du mouvement associatif à caractère social et humanitaire dans toutes les questions en lien avec la prise en charge des différentes catégories concernées par le secteur. La ministre a indiqué que le secteur de la solidarité nationale œuvre à associer les associations à caractère social à ses différentes activités, ainsi que différents conseils et commissions supervisés par le ministère de la Solidarité nationale, notamment le Conseil national des personnes handicapées et le Conseil national de la famille et de la femme.

G20 À JOHANNESBURG

Intenses activités de Attaf

Le ministre des Affaires étrangères a rencontré des homologues de nombreux pays

Par Hakim H.

Le ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, a rencontré de nombreux homologues des pays ayant pris part à la réunion ministérielle du G20, vendredi à Johannesburg, comme l'indique un communiqué du ministère. Ahmed Attaf a rencontré les ministres des Affaires étrangères de la Chine, de la Turquie, de la Norvège,de la Corée du Sud, du Japon et de la Russie. Avec son homologue chinois, Attaf «a examiné les moyens de réaliser davantage de résultats positifs via le renforcement du partenariat stratégique algéro-chinois, à travers notamment la consolidation de la coopération dans les domaines économiques, ainsi que la poursuite de la coordination conjointe et du soutien mutuel au sein du Conseil de sécurité de l'ONU et des fora internationaux», selon la même communication. Avec son homologue turc, le ministre d'État a par ailleurs passé en revue les différents axes et dimensions de la coopération privilégiée entre les deux pays, en prélude à la tenue de la 3e session de la commission mixte de planification. Ils ont également discuté de l'évolution de la situation au Moyen-Orient et de la question palestinienne, ajoute le communiqué. Lors de sa rencontre avec son homologue indien, les deux ministres ont salué la dynamique positive des relations entre les deux pays ces dernières années et ont exploré la possibilité de tirer parti de la tenue de la prochaine réunion du Comité gouvernemental mixte pour promouvoir davantage les relations bilatérales, compte tenu des potentialités dont disposent les deux pays. Avec son homologue norvégien, le ministre Ahmed Attaf a abordé «les moyens de maintenir la dynamique de la coopération économique entre les deux pays», passant en revue «les efforts internationaux en faveur de la solution à deux États comme base d'un règlement juste et définitif de la question palestinienne». Avec son homologue coréen, il a été procédé à l'examen des résultats exceptionnels de la coopération entre les deux pays, notamment dans les domaines économique et technologique. Les deux parties ont également mis l'accent sur la nécessité de poursuivre la concertation au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, notamment dans le cadre du Groupe des dix (E10). Avec son homologue japonais, le ministre Ahmed Attaf a passé en revue les moyens de tirer parti des avantages et atouts des deux pays afin d'hisser les relations algéro-japonaises à un niveau supérieur, notamment depuis l'activation du comité bilatéral économique mixte. Avec son homologue russe, il a été procédé à l'échange de vues et d'analyses «autour de plusieurs dossiers politiques et questions régionales et internationales, en tête desquels la question palestinienne et la situation dans la région sahélo-saharienne». Les deux parties ont salué à cette occasion les conclusions de la commission mixte algéro-russe qui s'est réunie fin janvier dernier à Alger et ont convenu de poursuivre les efforts pour renforcer le partenariat stratégique algéro-russe, notamment dans les domaines économique et commercial, conformément aux hautes orientations des dirigeants des deux pays amis», ajoute le communiqué. **H.H.**

PRÉSIDENCE SUD-AFRICAINE DU G20

Soutien de l'Algérie aux priorités présentées par l'Afrique du Sud

Dans une allocution prononcée vendredi dernier lors de la 3e séance de la réunion ministérielle du G20, tenue sous la présidence de l'Afrique du Sud, M. Attaf a indiqué que l'Algérie "soutient pleinement les quatre priorités (4) définies par le président sud-africain, M. Cyril Ramaphosa, et salue notamment l'intérêt particulier qu'il accorde aux besoins et aspirations du continent, ce qui témoigne une fois de plus que l'Afrique du Sud a été et demeure un défenseur sincère et fidèle des questions et des ambitions légitimes du continent". Attaf a également fait savoir, lors de cette séance consacrée à la présentation des objectifs du G20 en 2025, et des priorités de l'Afrique du Sud au titre de sa présidence du Groupe, que l'Algérie estimait qu' «il est grand temps de s'attaquer sérieusement aux défis et obstacles majeurs entravant la stabilité, le développement et l'intégration de l'Afrique». «Il existe trois objectifs stratégiques qui méritent (...) toute notre attention, le premier étant la réforme des institutions financières et monétaires internationales. Nous avons besoin d'institutions qui représentent sincèrement le monde d'aujourd'hui et répondent de manière rapide et efficace aux différents défis menaçant les pays en développement, notamment les pays africains». Le deuxième objectif est lié à «la nécessité impérieuse de résoudre la crise de la dette en Afrique à l'effet de répondre aux exigences du développement sur le continent, d'autant que l'Afrique a besoin d'un fort soutien de la part du G20 pour surmonter les crises recrudescentes, dont les difficultés financières, le changement climatique, l'insécurité alimentaire et la montée des conflits», ajoute le ministre. "L'Afrique ne doit pas être à la traîne des révolutions actuelles qui façonnent l'avenir de l'humanité, tant pour la transition énergétique que pour la numérisation et l'intelligence artificielle", a-t-il soutenu. Quant au troisième et dernier objectif, «il s'agit de la nécessité impérieuse d'honorer les engagements internationaux envers l'Afrique, notamment en ce qui concerne le soutien financier, les partenariats, la construction des capacités et le transfert des technologies, en vue d'accélérer la réalisation des objectifs du développement durable ainsi que les aspirations de l'agenda africain 2063». À cet égard, «l'Algérie accueille favorablement l'initiative de l'Afrique du Sud concernant la création de trois groupes de travail chargés de la croissance économique inclusive, de la sécurité alimentaire et de l'intelligence artificielle», assure M. Attaf, ajoutant que l'Algérie estime qu'une telle démarche est à même de "d'insuffler un nouvel élan au mode de gestion des questions et défis mondiaux pressants", ajoute M. Attaf. «Nous croyons tout autant que cette initiative rendra la coopération internationale pour le développement mondial plus riche, plus efficace et plus fructueuse».

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE PROCÈDE À L'INAUGURATION DE L'USINE DE DESSALEMENT D'EAU DE MER «FOUKA 2»

Une révolution bleue en marche

«C'est cette Algérie que nous aimons tous en tant qu'Algériens, une Algérie qui relève les défis en s'inspirant de la génération du 1er novembre 1954, qui a réussi à chasser de nos terres la 5e puissance mondiale avec des fusils de chasse» a souligné le président Abdelmadjid Tebboune.

Par Aïda. Mouni

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a procédé, hier à Fouka, dans la wilaya de Tipasa, à l'inauguration de l'usine de dessalement d'eau de mer "Fouka 2", un projet d'envergure qui s'inscrit dans la stratégie nationale de renforcement de la sécurité hydrique.

Accompagné d'un parterre de hauts responsables, parmi lesquels le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'État-Major de l'ANP, ainsi que les ministres Mohamed Arkab (Energie, Mines et Energies renouvelables), Brahim Merad (Intérieur) et Taha Derbal (Hydraulique), le président Tebboune a suivi une présentation sur les capacités de cette infrastructure stratégique.

D'une production journalière de 300.000 mètres cubes, cette usine s'inscrit dans un programme national ambitieux visant la construction de cinq grandes unités de dessalement à travers le pays. Aux côtés de "Fouka 2", ces infrastructures seront implantées à El Tarf (Koudiet Eddraouche), Béjaïa (Tighremt-Toudja), Boumerdès (Cap Djinet) et Oran (Cap Blanc). Chacune affichera la même capacité de production. Un projet qui, au-delà de sa dimension technique, se veut un levier d'autonomie stratégique face aux tensions hydriques récurrentes. L'objectif affiché, assurer un accès continu à l'eau potable pour les citoyens et renforcer les infrastructures hydriques du pays en s'appuyant sur les «compétences nationales et les technologies de pointe». Lors de son allocution, Abdelmadjid Tebboune n'a pas manqué de saluer l'engagement des acteurs du projet : «Je remercie tous les travailleurs, gestionnaires et cadres, ainsi que les secteurs de l'énergie et de l'hydraulique et Sonatrach pour cette grande réalisation». Mettant en perspective cette avancée avec l'histoire nationale, le président a souligné que cette réalisation était «une fierté» et un témoignage de la capacité de l'Algérie à relever ses défis en puisant dans l'esprit du 1er novembre 1954. «C'est cette Algérie que nous aimons tous en tant qu'Algériens, une Algérie qui relève les défis en s'inspirant de la génération du 1er novembre 1954, qui a réussi à chasser de nos terres la 5e puissance mondiale avec des fusils de chasse». Dans un contexte où l'accès à l'eau devient un enjeu majeur, notamment en Méditerranée, cette inauguration marque une étape supplémentaire dans la volonté affichée par Alger de maîtriser ses ressources hydriques. Un pas de plus vers l'émergence, selon Tebboune, qui affirme que «à chaque pas franchi aujourd'hui, l'Algérie se rapproche davantage de la scène des pays émergents».

A.M.

ELLE COMPREND UN VASTE RÉSEAU DE DISTRIBUTION

La station de Cap Blanc opérationnelle

Par Aida Mouni

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a inauguré jeudi à Oran l'usine de dessalement d'eau de mer de Cap Blanc, la plus grande infrastructure de ce type en Algérie. Ce projet s'inscrit dans un vaste programme visant à renforcer l'approvisionnement en eau potable grâce à des solutions durables et modernes.

Démarrée en juin 2022, la construction de cette usine a été achevée en seulement 26 mois, un exploit salué par le président Tebboune, qui a souligné la mobilisation exceptionnelle des ouvriers et des cadres techniques. «C'est l'Algérie des grandes réalisations, des défis relevés par les mains algériennes», a-t-il déclaré, mettant en avant l'implication de Sonatrach et Cosider, deux fleurons de l'industrie nationale. Contrairement aux infrastructures similaires réalisées par le passé avec des partenaires étrangers, cette usine a été conçue et construite à 100 % par des compétences algériennes. Le projet a ainsi permis une économie de près d'un milliard de dollars tout en respectant un calendrier serré. L'usine de Cap Blanc s'inscrit dans un programme plus large prévoyant la construction de cinq stations de dessalement à travers le pays. Situées à El Tarf, Béjaïa, Boumerdès, Tipaza et Oran, ces infrastructures augmenteront la production nationale d'eau potable issue du dessalement de 2,2 millions à 3,7 millions de mètres cubes par jour.

Une fois pleinement opérationnelles, elles garantiront un approvisionnement stable en eau pour près de 15 millions de citoyens, tout en faisant passer la part de l'eau dessalée de 18 % à 42 % des besoins nationaux. Le taux d'intégration des produits locaux dans la conception des infrastructures atteint désormais 30 %, un chiffre appelé à progresser grâce à la production locale de certains équipements techniques, notamment les membranes d'osmose inverse. Le président-directeur général de Sonatrach, Rachid Hachichi, a souligné que la mise en service de cette station a mobilisé plus de 10 000 travailleurs, qui ont opéré en continu pour respecter les délais. Il a également mis en avant les efforts d'intégration des énergies renouvelables dans la gestion des usines de dessalement, avec des fermes solaires destinées à couvrir jusqu'à 40 % des besoins énergétiques de ces installations. Lors de la cérémonie d'inauguration, le secrétaire général du ministère des Ressources en eau, Omar Bougroua, a précisé que l'usine de Cap Blanc contribuera directement à l'approvisionnement en eau potable de six wilayas de l'Ouest : Oran, Aïn Témouchent, Mostaganem, Mascara, Sidi Bel Abbès et Relizane.

La ville d'Oran atteindra ainsi un taux de couverture en eau potable de 98 %, tandis que Mostaganem et Relizane retrouveront leur part dans le système de transfert des eaux du MAO. Cette inauguration marque une étape clé dans la modernisation des infrastructures hydrauliques en Algérie. En renforçant sa capacité de production d'eau potable par des technologies de pointe, le pays assure sa sécurité hydrique tout en valorisant ses compétences nationales. À terme, cette dynamique pourrait également ouvrir la voie à des coopérations régionales et au partage du savoir-faire algérien avec d'autres pays confrontés aux mêmes enjeux.

A.M.

ÉDITORIAL L'EXPRESS

Les grands défis

PAR ABDELKRIM TAZAROUTE

L'option dessalement des eaux de mer semble manifestement tout indiquée pour subvenir aux besoins en eau des ménages algériens de plusieurs wilayas exposées dans un passé récent à un stress hydrique des plus fréquents et à la rareté des pluies, même pendant la saison hivernale, ce qui conduit à de longues périodes de sécheresse qui ont impacté toutes velléités de développement de l'agriculture. Il aura fallu d'une véritable volonté politique à laquelle il fallait ajouter la disposition des moyens financiers nécessaires à la réalisation et à la concrétisation des stations de dessalement des eaux de mer. Il en a résulté des progrès incroyables en matière de ce précieux liquide dans les foyers algériens.

L'inauguration jeudi dernier à Oran par le président de la République Abdelmadjid Tebboune de la plus grande station de dessalement relève du défi dans la mesure où sa réalisation a été concrétisée en un temps record, 26 mois, alors que cela nécessitait au moins une dizaine d'années par le passé quand la construction de ces projets était confiée à des entreprises étrangères.

Grands défis aussi dans la mesure où les cinq derniers projets de construction de stations de dessalement ont été confiés par les autorités du pays à des entreprises algériennes, Sonatrach et ses filiales. Il faut mesurer cette avancée dans la maîtrise technique et technologique que nous envieraient nombre de pays arabes et africains. C'est comme l'a rappelé le président de la République à Oran : un pas de géant en la matière, vu qu'après l'indépendance, nos paysans peinaient avant de voir jaillir de leur puits. Avec l'inauguration jeudi par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de l'usine de dessalement d'eau de mer d'Oran, située au Cap Blanc, l'Algérie franchit une étape importante dans la résolution du problème de l'or bleu. Cette épineuse problématique du stress hydrique trouve enfin une solution durable avec la construction récente de cinq stations de dessalement qui seront, elles aussi, inaugurées ces jours-ci aux fins de permettre à l'eau de couler dans les robinets avant le mois de Ramadhan. Pour le président Tebboune, ces réalisations sont qualifiées de «l'Algérie victorieuse». L'autre grand défi aussi, à l'heure où le réchauffement de la planète est une réalité qui suscite des appréhensions légitimes, l'Algérie s'efforce de s'attaquer à un autre grand défi avec l'édification d'un immense barrage vert afin de faire reculer le spectre de la désertification.

A.T.

SAHARA OCCIDENTAL SOUS BLOCUS MAROCAIN

La communauté internationale scandalisée

Par Younes B.

Depuis le début de l'année 2025, Rabat durcit encore son emprise sur le Sahara occidental, territoire qu'il occupe depuis près de cinquante ans. Multiplication des expulsions, blocus médiatique, entraves aux missions d'enquête, les autorités marocaines s'emploient à museler toute tentative d'observation indépendante. Dernière illustration de cette politique de verrouillage, l'interdiction faite à 3 eurodéputés de se rendre à Laâyoune occupée, jeudi dernier. Arrivés aux îles Canaries, point de passage obligé avant de rallier la capitale sahraouie, ils ont été refoulés sans autre forme de procès, sous prétexte d'une absence de permis. Une manœuvre devenue un « modus operandi » habituel pour le Maroc, qui cherche à empêcher tout regard extérieur sur les violations des droits de l'Homme dans la région. Face à cette interdiction, les réactions ne se sont pas fait attendre. Le Front Polisario a dénoncé une politique d'étouffement systématique et exhorté l'Union européenne à prendre des mesures fermes contre ces entraves aux missions parlementaires. Le Collectif des défenseurs sahraouis des droits humains (CODESA) a, lui aussi, condamné cette expulsion, la plaçant dans un contexte plus large d'oppression et d'invisibilité des souffrances sahraouies. L'organisation a rappelé que le Maroc ne se contente pas d'interdire l'accès aux élus étrangers, les journalistes indépendants sont eux aussi dans le viseur. Dernier exemple en date, le renvoi manu militari du journaliste espagnol Asier Aldia Esnaola et du blogueur hispano-suisse Ramila de Aventura. Arrêtés à l'aéroport de Casablanca après un reportage à Dakhla occupée, ils ont été expulsés vers Madrid sans explication officielle. Derrière ces mesures, un objectif clair : empêcher toute couverture médiatique des exactions commises sur le territoire. La Commission sahraouie des droits de l'Homme a ainsi dénoncé l'isolement croissant imposé aux militants sahraouis et l'impunité dont jouissent les forces marocaines.

HERMÉTIQUE AUX REGARDS EXTÉRIEURS

Le verrouillage du Sahara occidental n'est pas une dérive ponctuelle, mais une stratégie délibérée. Selon Amnesty International et Human Rights Watch, plus de 300 personnes ont été refoulées depuis 2014, issues de 21 pays différents. Les Norvégiens (133 expulsions) et les Espagnols (105) sont les plus visés, signe que le Maroc cherche à entraver les initiatives des pays les plus engagés sur la question sahraouie. Le contrôle ne se limite pas aux individus, plusieurs organisations de défense des droits humains se sont vu interdire toute activité sur place. La Fondation Carter, qui documente la situation sahraouie depuis des années, rapporte une recrudescence des persécutions contre les militants locaux. De son côté, Free Press Unlimited alerte sur l'impossibilité pour la presse indépendante d'exercer son travail. Sept ONG internationales, dont Avocats sans frontières (Belgique) et Friedrich Naumann Stiftung (Allemagne), ont été purement et simplement interdites de toute action sur le territoire. Si Rabat s'emploie à rendre le Sahara occidental hermétique aux regards extérieurs, cette politique répressive se retourne progressivement contre lui. L'Association de la jeunesse sahraouie en France a appelé à une intensification des visites et des missions d'enquête pour briser le blocus. Loin de faire taire la cause sahraouie, ces expulsions massives « attisent » une indignation croissante sur la scène internationale. La stratégie du silence imposé ne suffira pas à dissimuler la réalité d'une occupation marquée par la répression. Tandis que les autorités marocaines s'acharnent à effacer toute contestation, la mobilisation en faveur du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination ne cesse, elle, de gagner du terrain.

Y.B.

33 JOURS D'ASSAUT ISRAÉLIEN, 27 MORTS ET DES MILLIERS DE DÉPLACÉS

Jénine sous le feu des assassins

Trente-trois jours de siège, de déplacements forcés, de destructions systématiques. La ville de Jénine et son camp, en Cisjordanie occupée, sont à nouveau le théâtre d'une opération militaire d'une ampleur inédite.

Aïda Mouni

Depuis plus d'un mois, l'armée d'occupation israélienne y déploie ses forces, multipliant frappes, incursions et arrestations massives. Bilan provisoire, 27 morts, dont une fillette de 13 ans, des dizaines de blessés et l'exode de milliers d'habitants.

Ce samedi, les blindés israéliens et leurs bulldozers renforçaient encore leur présence dans la ville et aux abords du camp. Les engins militaires creusent, arasent, fracturent les ruelles déjà ravagées, laissant derrière eux un paysage de désolation. « Les routes sont devenues impraticables, les maisons éventrées, les magasins pillés ou brûlés », témoigne un habitant joint par l'agence palestinienne Wafa.

L'armée sioniste a également installé des chambres militaires fortifiées dans certains quartiers stratégiques, renforçant un dispositif de contrôle absolu. Depuis le début de cette campagne, plusieurs habitations ont été réquisitionnées pour être transformées en casernes improvisées, contraignant leurs occupants à l'exil. « Ils ont pris notre maison, placé des tireurs sur le toit. Nous sommes devenus des cibles dans notre propre rue », raconte un résident du quartier d'Al-Jabariyat.

L'une des conséquences les plus dramatiques de cette offensive est le déplacement forcé de la population. Selon l'agence Wafa, environ 3 000 familles ont été chassées de leurs foyers, fuyant les bombardements, les démolitions et la présence omniprésente des soldats israéliens.

Le récent drame de Rimas Al-Amouri, 13 ans, vient illustrer le climat de terreur qui règne à Jénine. La jeune fille a été abattue d'une balle dans le dos alors qu'elle se trouvait devant chez elle. « Elle est tombée sans comprendre, sans avoir eu le temps de courir », confie un voisin. Transportée à l'hôpital, elle a succombé à ses blessures peu après son admission.

Dans certaines zones du camp, la situation vire au cauchemar. Des snipers israéliens postés sur les hauteurs quadrillent les moindres mouvements, transformant chaque tentative de sortie en acte de survie. « Les rues sont vides, les gens s'entassent chez eux sans électricité, sans eau. Sortir, c'est risquer sa vie », rapporte un habitant reclus dans son appartement depuis une semaine.

UNE NOUVELLE NAKBA SILENCIEUSE

Vendredi, l'armée d'occupation israélienne a procédé à l'arrestation d'un Palestinien alors qu'il circulait en voiture à l'est de Jénine. D'autres raids ont été signalés dans les villages de Ya'bad, Araba et Bir al-Basha. Chaque soir, les opérations nocturnes se poursuivent, rythmiques, implacables.

Face à l'escalade, l'Organisation des Nations unies a exprimé vendredi son inquiétude. « Nous assistons à l'une des opérations militaires les plus longues en Cisjordanie depuis le début des années 2000 », a déclaré Stéphane Dujarric, porte-parole d'Antonio Guterres. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a recensé 34 attaques de colons israéliens en une semaine, visant des Palestiniens, leurs habitations et leurs terres agricoles. « Dans le gouvernorat de Tulkarem, des colons ont sectionné les conduites d'eau desservant une douzaine d'agriculteurs, mettant en péril leurs cultures et leurs moyens de subsistance », indique le rapport onusien.

Depuis l'année dernière, près de 2 300 Palestiniens, dont 1 100 enfants, ont dû fuir leurs villages en raison de la violence des colons et des restrictions imposées par l'armée israélienne. « Les déplacements forcés, les assassinats ciblés et la désintégration progressive du tissu palestinien sont devenus une stratégie assumée », commente un analyste des droits humains.

Dans les ruelles assiégées de Jénine, l'histoire semble bégayer. L'ombre de 1948 plane sur les familles chassées, sur les maisons vidées de leurs occupants. « Ce n'est plus une simple agression militaire, c'est une guerre d'effacement », résume un habitant, regard fixé sur les décombres de son quartier. Pendant ce temps, la communauté internationale regarde, impuissante, tandis que l'armée israélienne poursuit son œuvre destructrice. Jusqu'à quand ?

A.M.

7e ÉCHANGE DE PRISONNIERS ENTRE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE ET L'ENTITÉ SIONISTE

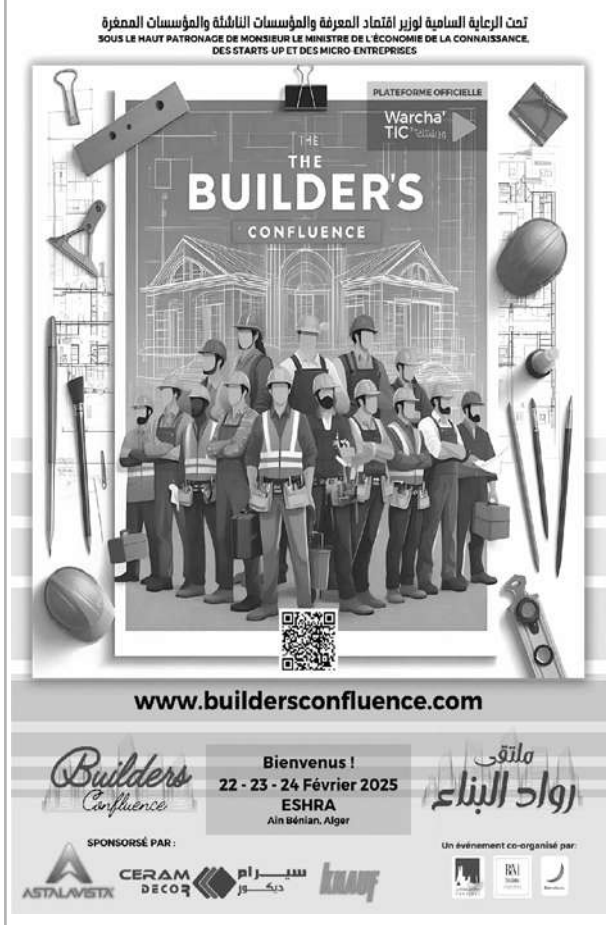
602 détenus palestiniens libérés

Par Boualem B.

Fidèle à son engagement en faveur de l'accord de cessez-le-feu à Gaza et d'échange de prisonniers, la résistance palestinienne a relâché hier six prisonniers israéliens. La remise des prisonniers au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a eu lieu à Rafah et à Nuseirat. À Rafah, dans le sud de l'enclave, où deux d'entre eux ont été libérés, des centaines de moudjahidines d'Al Qassam ont été déployés sur place. Sur l'estrade où a eu lieu la cérémonie de libération, des banderoles délivrant divers messages de la résistance ont été brandies. On pouvait notamment lire : « Nous sommes le déluge, nous sommes la force terrible. » Six pièces d'armes israéliennes saisies par les Brigades d'Al Qassam au cours de l'opération Déluge d'Al-Aqsa ont également été exposées sur l'estrade. À ce sujet, un correspondant d'un journal présent sur place a fait remarquer que la remise des prisonniers israéliens « a eu lieu pour la première fois dans la ville de Rafah, à un jet de pierre de la présence de l'armée israélienne ». La deuxième opération a eu lieu à Nuseirat, dans le centre de la bande de Gaza, où trois autres prisonniers israéliens ont été libérés. Sur les lieux de l'échange, la résistance a brandi une banderole sur laquelle on pouvait lire : « La terre connaît son peuple… parmi les étrangers, ceux ayant une double nationalité. » Fait remarquable, lors de la remise des prisonniers à Nuseirat, le prisonnier israélien Omer Shem Tov a embrassé la tête de deux membres des Brigades Al Qassam. Le sixième prisonnier, Hisham al-Sayed, un Palestinien qui a été condamné par le Hamas à 15 ans de prison pour « espionnage » au profit d'Israël, a été remis au Comité international sans cérémonie par respect et considération pour les Palestiniens qui ont en horreur les traîtres. En échange de la libération des six prisonniers israéliens, 602 détenus palestiniens ont été libérés, dont 108 devront quitter les territoires palestiniens après leur libération. Il s'agit de 50 prisonniers palestiniens condamnés à perpétuité, 60 prisonniers condamnés à de lourdes peines et 47 prisonniers de l'accord « Wafa al-Ahrar » qui ont été arrêtés à nouveau, ainsi que de 445 prisonniers de la bande de Gaza qui ont été arrêtés après le 7 octobre 2023, d'après le Club des prisonniers palestiniens. À l'occasion de ce septième échange de prisonniers, le Hamas a publié un communiqué affirmant sa volonté de passer à la deuxième phase de l'accord. Il a également dénoncé les louvoiements de l'occupation israélienne, déclarant : « L'échange, par la Résistance, de six prisonniers aujourd'hui réaffirme notre engagement envers l'accord, alors que l'occupation continue de tergiverser dans sa mise en œuvre. » Dans ce même communiqué, le Hamas a insisté sur le fait que « la remise s'est déroulée sur une scène nationale majestueuse, symbolisant l'unité de notre peuple et de nos factions, tandis que l'occupation est plongée dans un état de fragmentation et d'échanges d'accusations. » Il a en outre souligné sa disponibilité à avancer vers la seconde phase de l'accord et à mettre en place un processus d'échange global qui pourrait mener à un cessez-le-feu permanent et à un retrait total de l'occupation, tout en avertissant contre les tentatives de l'occupation de se soustraire à l'accord.

B.B.

L'APRUE au salon du bâtiment "Builders confluence"



L'Agence Nationale pour la Promotion et la Rationalisation de l'énergie (APRUE) annonce sa participation à la première édition du salon du bâtiment "Builders confluence", "Encore quelques jours avant la 1er edition de" Builders Confluence."

L'Agence Nationale pour la Promotion et la Rationalisation de l'Utilisation de l'Énergie APRUE participera en tant que partenaire et exposant a ce rendez-vous . Profitez de cette opportunité pour rencontrer des experts et participer à des discussions approfondies axées essentiellement sur la digitilisation du secteur ainsi que pour découvrir les dernières innovations dans le domaine de la construction et de l'amélioration de l'efficacité énergétique", indique l'agence sur son compte facebook. La première édition du salon du bâtiment "Builders confluence", dédié à la transformation numérique du secteur du BTPH en Algérie, sera organisée du 22 au 25 février courant à Alger. Placé sous le thème "la Révolution digitale et durable du BTPH en Algérie", le salon qui se tient à l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Alger (ESHRA) est organisé par Alternatives Urbaines Lab, Batimatec Expo et la startup BNI Solutions (Building Network Integral Solutions), sous le haut patronage du ministre de l'Economie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises.

Aussi, 20 experts nationaux et internationaux animeront des conférences et panels sur des thématiques clés à l'exemple de la digitalisation, la construction durable, l'efficacité énergétique, la gestion immobilière, l'architecture et l'urbanisme et les défis et les opportunités pour les villes de demain.

Développer l'arganier pour renforcer le Barrage vert

L'arganier, espèce endémique et particulièrement résistante aux conditions climatiques difficiles, joue désormais un rôle central dans la stratégie de la Direction générale des Forêts (DGF) pour renforcer le Barrage vert, notamment dans les zones arides et sahariennes. Lors de son intervention dans l'émission «L'Invité du jour» sur la Chaîne 3 de la radio algérienne, Sabrina Rachedi, directrice du programme du Barrage vert à la DGF, a précisé que, dans le cadre de la stratégie nationale de développement de l'arganier, tant in situ (dans la wilaya de Tindouf) qu'ex-situ (dans six autres wilayas), la DGF prévoit la plantation de 184 000 plants sur une superficie de 1 000 hectares pendant la campagne 2024/2025. Cette initiative permettra non seulement de reboiser certaines wilayas présentant des conditions propices à la croissance de l'arganier, mais aussi d'offrir de nouvelles perspectives économiques pour les populations locales, notamment à travers l'extraction des huiles, utilisées dans les secteurs agroalimentaire et pharmaceutique.

Déclaration importante pour les étudiants en médecine

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Kamal Baddari, a adressé un communiqué spécial aux étudiants en sciences médicales, afin de régler et de collecter les frais de leurs stages en milieu professionnel. Jeudi, Badari a déclaré dans un message sur sa page Facebook officielle, à mes amis, étudiants en médecine à ces niveaux : 1- Étudiants en médecine : quatrième, cinquième, sixième année et étudiants internes, 2- Medecine dentaire : Quatrième, cinquième année et étudiants internes, 3- Pharmacie : Quatrième, cinquième année et étudiants internes,

"Afin de régler et de percevoir vos frais de stage en milieu professionnel, vous êtes prié de cliquer sur le lien : https://progres.mesrs.dz/f3s, ou en scannant le QR code joint dans l'image, afin de confirmer les informations concernées", indique le ministre.

La plateforme a été activée jeudi à 12h00.

Enregistrement des médicaments auprès de l'Agence nord-africaine: l'ANPP comme point de contact

Après une sélection rigoureuse basée sur des fondements et des critères scientifiques et objectifs, l'Algérie, représentée par l'Agence Nationale des Produits Pharmaceutiques (ANPP), a été choisie comme point de contact dans le domaine de l'enregistrement des produits pharmaceutiques auprès de l'Agence nord-africaine, qui regroupe l'Egypte, la Tunisie, la Libye, la Mauritanie et le Maroc, ce qui renforce la position régionale de l'Algérie dans le domaine de l'organisation et de l'enregistrement des produits pharmaceutiques.

"Le choix de l'Agence Nationale des Produits Pharmaceutiques parmi les autres membres de l'Agence Nord-Africaine est dû à la solidité du système d'enregistrement des produits pharmaceutiques en Algérie, qui a permis de garantir la qualité des médicaments commercialisés en Algérie", selon un comuniqué publié sur le compte officiel du groupe Saidal.

Pour rappel, la décision de sélectionner l'Agence Nationale des Produits Pharmaceutiques comme point de contact dans le domaine de l'enregistrement des produits pharmaceutiques auprès de l'Agence Nord-Africaine a été annoncée lors de l'ouverture des travaux de l'initiative d'harmonisation des procédures réglementaires des médicaments dans la région Nord-Africaine NA-MRH organisée en Egypte durant la période du 18 au 20 février 2025 au Caire, Egypte.

Ramadhan : programme spécial sur le réseau de l'Etusa

L'Etablissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa) a prévu un programme spécial pour le mois de ramadhan, assurant le service sur le réseau de transport collectif par bus de la capitale jusqu'à 2h30 du matin, a indiqué jeudi un communiqué de l'entreprise. Ainsi, les horaires d'exploitation durant les jours ouvrables de la 1er quinzaine, sont fixées de 05h50 à 18h00 et de 19h50 à 01h30 avec 182 lignes durant la journée et 79 lignes après el Iftar (rupture du jeûne), précise le communiqué.

Concernant les week-ends, le programme de l'Etusa couvre 182 lignes durant la journée et 79 lignes après El Iftar, de 06h50 à 17h30 et de 19h50 à 02h30 durant les vendredis et de 06h30 à 17h40 et de 19h50 à 02h30 les samedis.

Les horaires d'exploitation durant la 2ème quinzaine du mois sacré, seront prolongés jusqu'a 02h30 du matin, selon le communiqué soulignant que ces horaires seront aménagées en fonction du changement de l'appel à la prière du Maghreb.

Quant au programme des navettes vers Djamâa El Djazaïr, sept départs seront programmés vers la grande mosquée d'Alger à partir de la station du 1er Mai, Place Audin, Place des Martyrs, Kouba, les Annasser, station de bus Khemis el Khechna on passant par Hammadi, Ouled Moussa en passant par Reghaia, Rouiba et El Hamiz.

Le premier départ est fixé à 19h20 tandis que le deuxième à 19h40, selon le communiqué précisant que le retour se fera la fin de la prière de «Tarawih» vers les stations de départs. Le prix du titre de transport, pour ces navettes, est de 50 DA en zone urbaine et de 100 DA en suburbain, ajoute-t-on de même source.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information edité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la presse Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YOUCEF RABAH

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
TEL/fax: 023.70.99.92
Service-pub@lexpressquotidien.dz

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

Manœuvre de la Protection civile en milieux sahariens périlleux

Plus de 200 pompiers spécialistes sont rassemblés à Djanet pour des manœuvres visant à garantir la sécurité des citoyens en milieux sahariens périlleux, a indiqué, hier, un communiqué de la DGPC. «Dans le cadre de la concrétisation de son plan d'action visant à garantir la sécurité et la protection de nos citoyens et l'essor continue que connait le tourisme saharien, la DGCP organise une manœuvre d'envergure, regroupant les équipes d'intervention spécialisées GRIMP (Groupe de reconnaissance et d'intervention en milieux périlleux», y est-il précisé. Cette manœuvre organisée du 21 au 26 février, rassemble «plus de 200 spécialistes, incluant des officiers évaluateurs, des sauveteurs spécialisés, et une équipe logistique de la protection civile», sous la supervision du directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Boughelaf. Cette manœuvre e s'inscrit aussi dans le cadre de la «préparation continue et de l'amélioration de l'efficacité et des compétences opérationnelles des équipes d'intervention spécialisées lors d'interventions en terrains hostiles tels que les montagnes escarpées, les zones dangereuses et les bâtiments effondrés», souligne la même source. L'objectif est «le renforcement de la collaboration et la coordination entre les équipes spécialisées de plusieurs wilayas afin de permettre une réponse rapide et efficace en situation d'urgence complexe», y est-il ajouté. Il s'agit également de «permettre la mise en situation réaliste en simulant des scénario d'interventions en milieu difficile, incluant des sauvetages en hauteur, la recherche de victimes égarées, des personnes en situation d'urgence dans des milieux périlleux et la gestion des premiers secours en situation critique», ajoute le communiqué. Cette manœuvre comprendra plusieurs phases, à commencer par «le scénario de sauvetage en milieu périlleux où l'équipe GRIMP interviendra sur une simulation de sauvetage en hauteur, mettant à l'épreuve les compétences en escalade et en techniques de corde». La même équipe «va ensuite porter secours et évacuer en toute sécurité et ce pour évaluer l'efficacité des équipes engagées évoluant dans des conditions difficiles et ensuite plusieurs équipes de ce groupe interviendront pour le sauvetage de touristes coincés». Et au cours de la phase de prise en charge médicale, les secours médicalisés «interviendront pour fournir les premiers secours aux victimes retrouvées, simulant des situations d'urgence médicale où chaque seconde compte», explique la même source.

LA BATAILLE DE FOUGHALA À BATNA

La bravoure des moudjahidine a brisé le siège de l'armée française

La bataille de Foughala, qui fit rage le 23 février 1958 aux confins du Djebel Ouestili, à Batna, marque la bravoure des moudjahidine qui ont brisé le siège de l'armée française, en la forçant à admettre qu'elle faisait face à des hommes courageux déterminés à vaincre coûte que coûte.

Selon des témoignages documentés de moudjahidine, cette bataille, également connue sous le nom de la bataille de Djebel Ras Guedellane, n'était pas planifiée, les combattants de l'Armée de Libération Nationale (ALN) qui se trouvaient non loin de ce col ayant été surpris par l'armée française qui encerclait cette zone fortement escarpée et difficile d'accès.

Pris de court, les djounoud de l'ALN ont donc été contraints de faire face à l'ennemi et de l'affronter avec un remarquable courage, selon les mêmes témoignages qui affirment que 2 jours avant l'affrontement, le 3e bataillon de la première Région de la wilaya I historique, commandée par le martyr Ahmed Imerzouken, avait rencontré non loin de Hidoussa une patrouille de moudjahidine dirigée par Tayeb Bertela venant de Tunisie d'où elle s'était approvisionnée en armes destinées aux maquis de la Révolution.

Imerzouken avait reçu l'ordre de protéger et d'escorter la patrouille jusqu'à Djebel Ouestili où les armes devaient être confiées au commandant de la Région, le moudjahid Mohamed-Tahar Abidi, alias Hadj Lakhdar, mais la patrouille fut surprise par les forces ennemies.

En effet, lorsqu'ils atteignirent le douar de Foughala (dont les masures servaient de lieu de repos pour les moudjahidine), le groupe de djounoud qui comptait, selon les mêmes sources, 170 hommes, a vu des avions effectuer des vols de reconnaissance au-dessus de la région et plusieurs autres larguer des bombes au nord d'Oued Beni Foudhala, tandis que toute la zone était la cible de tirs d'artillerie.

Les commandants du bataillon et de la patrouille décidèrent de passer, avec leurs hommes, la nuit dans cette zone qui leur avait paru quelque peu éloignée du parcours utilisé par les forces coloniales pour se déplacer.

Cependant, au petit matin du 23 février, les combattants se réveillèrent, alertés par les hommes qui montaient la garde et qui avaient réalisé que les soldats ennemis convergeaient vers l'endroit où ils se trouvaient et qu'en fait, le bataillon et la patrouille étaient encerclés de toutes parts.

Les sources de l'APS ont souligné que, grâce à l'expérience et à l'intelligence d'Ahmed Imerzouken, plus haut gradé des moudjahidine, et de ses lieutenants, parmi lesquels le martyr Mostefa Aïssaoui, des tranchées furent creusées afin d'attendre et de guetter les forces françaises pour faire feu lorsqu'elles seraient à portée de tir, de sorte à leur causer un maximum de pertes.

Désorientés par ce stratagème, les soldats de l'armée coloniale comprirent, à leurs dépens, qu'ils faisaient face à des combattants aussi résolus que rusés.

La bataille, selon tous les témoignages recueillis, fut d'une férocité inouïe. Les moudjahidine, parmi lesquels figuraient des tireurs d'élite, à l'image du chahid Tayeb Bertela, ont surpris les soldats français par un barrage de tirs qui a fait tomber un grand nombre d'entre eux et fait battre en retraite les autres.

La bataille de Foughala, qui dura une journée entière, donna également lieu à des combats au corps-à-corps au couteau et à la baïonnette, assure-t-on. À la tombée de la nuit, les moudjahidine finirent par briser le siège et se replièrent dans la région de Larbaâ, à la périphérie de la localité de Bouzina.

Au cours de cet affrontement sanglant et sans merci, 27 martyrs, dont Imerzouken, alias Ahmed El Djadarmi, sont tombés au champ d'honneur, les armes à la main, non sans avoir administré une leçon de bravoure aux forces coloniales qui durent même abandonner une mitrailleuse. Tayeb Bertela, qui abattit, grâce à sa précision de tir, de nombreux soldats français, a été, quant à lui, capturé puis assassiné en septembre 1958.

NUCLÉAIRE EN ALGÉRIE

La France ne peut ignorer ses responsabilités

Par Aïda Mouni

Le 13 février 1960, la France déclenchait sa première «explosion» nucléaire à Reggane, au cœur du Sahara algérien. Soixante-cinq ans plus tard, les échos de cette déflagration résonnent encore, soulevant une question fondamentale, une nation peut-elle se construire un avenir serein sans affronter les ombres de son passé ? Patrice Bouveret, directeur de l'Observatoire des armements et co-porte-parole d'ICAN France, a rappelé lors d'un colloque international à Reggane, l'ampleur des conséquences de ces essais nucléaires.

Plus de six décennies après les premières détonations, le Sahara algérien reste marqué par une contamination persistante. Les terres portent encore les stigmates de ces essais, et les populations, reléguées au silence, en subissent toujours les retombées sanitaires et environnementales.

La France, qui se targue d'être le pays des droits de l'homme, peut-elle ignorer les souffrances infligées en son nom ? La loi de 2010, censée indemniser les victimes, apparaît «dérisoire» face à l'ampleur des dégâts. Sur des milliers de dossiers, seules 1 026 personnes ont été indemnisées, dont deux en Algérie. Ce chiffre interpelle et questionne la sincérité des engagements pris.

Au-delà des indemnisations, c'est la «reconnaissance» pleine et entière de cette part sombre de l'histoire qui est en jeu. Ouvrir les archives, décontaminer les sites, écouter les témoignages des victimes, autant d'actions indispensables pour panser les plaies encore béantes.

Peut-on bâtir une réconciliation authentique sans vérité ni justice ? Le silence et l'inaction ne font qu'alourdir le poids du passé, entravant la marche vers un avenir apaisé.

Il est temps pour la France de «confronter» cette réalité, non par culpabilité, mais par devoir moral et humanitaire. En fin de compte, la question demeure : une nation peut-elle prétendre à la grandeur sans assumer la totalité de son héritage, y compris ses pages les plus sombres ?

A.M.

CAFÉ VERT IMPORTÉ

Les modalités de compensation des prix modifiées

Le ministère du commerce intérieur et de la régulation du marché national et le ministre des finances décident de porter quelques modifications concernant les modalités de compensation des prix du café vert importé.

Par Inès. B.

Un Arrêté interministériel, vient d'être publié dans le dernier numéro du journal officiel. Les dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté interministériel du 20 Safar 1446 correspondant au 25 août 2024, susvisé, sont modifiées et complétées. Le prix de revient réel du café reste sans changement. Les charges d'exploitation mentionnées à l'annexe portant structure de prix jointe au décret exécutif n° 24-279 du 15 Safar 1446 correspondant au 20 août 2024, susvisé, comprennent notamment, le coût des quantités perdues, dans la limite d'un taux de 20% maximum du poids du café, lors des opérations de torréfaction et de mouture. Les prix de vente plafonds du café, hors taxe, sont calculés et déterminés sur la base des prix plafonds à la consommation, en tenant compte des marges bénéficiaires plafonds prévues par les dispositions du décret exécutif n° 24-279 du 15 Safar 1446 correspondant au 20 août 2024, et appliqués par l'opérateur économique comme suit :

Pour la revente en l'état du café vert importé : 459,70 DA/kg pour le café vert « Robusta » ; 646,74 DA/kg pour le café vert « Arabica ». Pour les produits issus du café vert importé : 748,16 DA/kg pour le café torréfié et/ou moulu « Robusta » ; 935,20 DA/kg pour le café torréfié et/ou moulu « Arabica. ». Pour rappel, Un arrêté interministériel commun au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations et au ministère des Finances fixant les modalités de compensation des prix du café vert importé a été publié au Journal officiel n59 paru le 25 août 2024. L'Etat prend en charge le différentiel entre le prix de revient réel du café et le prix de vente plafond, hors taxe, après déduction du montant de la marge bénéficiaire appliqué par l'opérateur concerné par la compensation. De plus, le montant de la compensation est majoré du différentiel entre le montant de la taxe sur la valeur ajoutée payé à l'importation et le montant de la taxe sur la valeur ajoutée au titre des opérations de vente du café objet de la compensation. Selon le texte, les prix de vente plafonds du café, hors taxe, sont calculés sur la base des prix plafonds à la consommation, en tenant compte des marges bénéficiaires plafonds prévues par les dispositions du décret exécutif n 24-279 du 20 août en cours (3% de la valeur auprès des douanes, pour les importateurs et 4% du prix de revient pour les transformateurs). Ainsi, cet arrêté interministériel avait fixé les prix de vente plafonds du café à 748,16 Da/kg pour le café vert ou torréfié ou moulu "Robusta" et à 935,20 Da/kg pour le café vert ou torréfié ou moulu "Arabica".

La demande de compensation formulée par l'opérateur concerné est déposée auprès de la direction de commerce de wilaya territorialement compétente puis transmise à la brigade mixte de contrôle territorialement compétente pour examen dans un délai n'excédant pas 30 jours à compter de la date de dépôt.

SYSTÈME DE GESTION DE LA SÉCURITÉ AÉRIENNE

Veiller au respect des lois

Le ministre des Transports, M. Saïd Sayoud,a confirmé hier que « son département œuvre à travailler à l'amélioration et au développement continus du système de gestion de la sécurité pour assurer le respect des normes nationales et internationales et fixer des objectifs clairs pour celui-ci, en plus de fournir les ressources humaines et matérielles nécessaires, tout en évaluant en permanence les risques et en mettant en place les mesures nécessaires pour prévenir les menaces à la sécurité et y répondre si nécessaire. »

Dans une allocution prononcée lors de la supervision, hier matin, du lancement d'un colloque sur "La sûreté de l'aviation civile" sous le titre "La sécurité dans l'esprit", organisé par Air Algérie, le ministre a évoqué "l'importance du transport comme levier de mobilité sociale et de dynamisme économique dans les pays, rappelant le grand intérêt que l'Etat accorde à la sûreté de l'aviation civile, à travers son renforcement par tous les moyens juridiques et matériels nécessaires, dont les résultats se sont clairement manifestées au niveau des aéroports, des gares aériennes et des moyens de transport aérien".

« Nos compagnies aériennes sont soucieux de prêter attention et de signer des documents relatifs à la politique de sécurité et de sûreté, confirmant ainsi que la sécurité est un élément essentiel dont on ne peut se passer dans toutes leurs opérations, dans le but de prévenir tout acte illégal qui pourrait cibler les avions, les employés, les passagers ou le fret transporté. », a déclaré le ministre des transports.

Le ministre a également souligné la nécessité de respecter les lois et réglementations nationales et internationales relatives à la sécurité de l'aviation civile, et de veiller à leur mise en œuvre, ce qui reflète le choix du slogan de ce symposium, « La sécurité dans l'esprit ».

I.B.

A L'OCCASION DU MOIS DE RAMADHAN

L'etat casse les prix

Le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) a lancé, jeudi, pour la deuxième année consécutive, l'initiative de réduction des prix des produits de large consommation à l'occasion du mois de Ramadhan, incluant plus de 880 produits. Le coup d'envoi de cette initiative placée sous le slogan « Nationalistes économiquement, unis socialement », a été donné lors d'une conférence de presse animée par le président du CREA, Kamel Moula, en présence du ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, TayebZitouni et du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, ainsi que d'organisations professionnelles et de nombre d'opérateurs économiques, selon l'APS.

A cette occasion, M. Moula a indiqué que cette initiative vient en réponse à la démarche du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, visant à renforcer l'approvisionnement des marchés locaux en produits de large consommation en quantités suffisantes et à des prix réduits durant le mois de Ramadhan, rappelant "la réussite de cette initiative l'année dernière". Le président du CREA a relevé que cette initiative se distingue cette année par l'élargissement de la participation pour englober un plus grand nombre d'entreprises, aussi bien celles affiliées au Conseil ou d'autres. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la démarche du Conseil visant à faire de ce mois sacré une opportunité renouvelée pour promouvoir la solidarité et ancrer l'esprit de la citoyenneté économique, de manière à ce que ces initiatives ne soient pas une simple mesure exceptionnelle mais plutôt une pratique durable, a-t-il ajouté.

« L'engagement des entreprises ne doit pas être un choix mais plutôt une responsabilité envers le citoyen », a-t-il soutenu, avant d'ajouter que ces initiatives « doivent contribuer à la stabilité du marché, à la préservation du pouvoir d'achat ». De son côté, M. Zitouni a estimé que cette initiative "volontaire" des propriétaires des entreprises économiques, prouve que ces derniers « sont des opérateurs économiques patriotes et solidaires avec le consommateur, à travers la réduction des prix d'environ 880 produits ». Zitouni a appelé, à cette occasion, à une participation qualitative au programme des marchés de proximité dont l'ouverture a débuté et dont le nombre s'élève à près de 600 marchés à travers le pays, en vue d'assurer la régulation et l'approvisionnement régulier durant Ramadhan. Le ministre a en outre souligné l'engagement des pouvoirs publics à mettre en place les moyens nécessaires à la mise en œuvre d'une politique commerciale cohérente et coordonnée, ajoutant que ses services œuvrent à élaborer un ensemble de textes juridiques qui, a-t-il dit, seront publiés après Ramadhan, et ce pour réguler et structurer le marché national et les chaînes des valeurs, et partant "mettre fin à la pénurie et aux perturbations de certains produits".

Il a également assuré que les orientations ont été données aux directeurs du commerce intérieur, en vue de faire preuve de hauts degrés de coordination et de préparation, de concert avec les responsables des services agricoles et les directeurs de l'Industrie des wilayas, en vue de veiller à la pérennisation de l'approvisionnement du marché national.

Pour sa part, M. Cherfa a salué ces initiatives qui visent à protéger le pouvoir d'achat et à assurer la disponibilité des différents produits à des prix compétitifs. Rappelant que ses services s'attèlent, depuis quatre mois, à la préparation du mois de Ramadhan pour assurer la disponibilité des produits en termes de quantité et de qualité, M. Cherfa a appelé à intensifier les efforts entre les différents acteurs concernés par l'opération. En marge de la conférence de presse organisée au Palais des expositions (Safex), aux Pins-Maritimes à Alger, les ministres du Commerce intérieur et de l'Agriculture ainsi que le président du CREA ont visité une exposition de produits aux prix réduits, tels que les denrées alimentaires, les fruits et légumes, les viandes, les détergents et l'électroménager.

INAUGURATION DU PREMIER SKILLS CENTER À SÉTIF

Aux portes de la transformation numérique

La structure inaugurée à Sétif formera le noyau d'un réseau national de Skills Centers devant contribuer à renforcer les capacités des jeunes et à les qualifier aux métiers d'avenir pour assurer leur intégration effective dans le système numérique national et international, tout en favorisant des partenariats fructueux entre les universités et les entreprises économiques.

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a inauguré, jeudi dans les anciens locaux d'Alérie Télécom, de la ville de Sétif, le premier Skills Center en Algérie.

Ce Skills Center, qui figure parmi les centres de ce type prévus dans l'ensemble des régions du pays pour constituer des pôles d'excellence destinés à former gratuitement les jeunes algériens dans les domaines des technologies de pointe, en particulier l'Intelligence artificielle (IA), le Cloud Computing, l'Internet des objets (IOT), la cybersécurité et autres spécialités en lien avec les nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), à même de préparer une nouvelle génération de compétences capables de conduire la transformation numérique dans le pays.

Selon le ministre, la structure inaugurée à Sétif formera le noyau d'un réseau national de Skills Centers devant

contribuer à renforcer les capacités des jeunes et à les qualifier aux métiers d'avenir pour assurer leur intégration effective dans le système numérique national et international, tout en favorisant des partenariats fructueux entre les universités et les entreprises économiques afin de stimuler la recherche scientifique et de développer des solutions technologiques répondant aux besoins du marché national et régional. Zerrouki a ajouté que conformément à la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de soutenir les start-ups et l'innovation, le secteur investira 1,5 milliard de dinars pour soutenir les start-ups dans les domaines de l'intelligence artificielle, de la cybersécurité et de la robotique, ce qui contribuera à la promotion de l'innovation technologique et à la création de nouvelles opportunités d'emploi pour les jeunes.

Lors de cette visite, des conventions-cadres ont été signés entre Algérie Télécom et les universités Ferhat-Abbas et Mohamed-Lamine Debaghine, la direction de l'industrie et la délégation du bureau régional de Sétif du Conseil du Renouveau économique Algérien dans l'optique de contribuer au développement de l'écosystème des startups, de promouvoir l'entrepreneuriat et de renforcer la participation des jeunes à l'œuvre de transformation numérique du pays.

DÉLÉGATION DU MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE À GUELMA

RÈGLEMENT DE 413 REQUÊTES EN 2024

La délégation du médiateur de la République à Guelma est parvenu, au cours de l'année 2024, à traiter favorablement, par appel téléphonique aux instances concernées, 413 requêtes urgentes de citoyens, a affirmé, jeudi, le délégué local de la médiature de République, Noureddine Bouaïcha.

Le délégué a précisé, dans une déclaration à l'APS en marge des "Portes Ouvertes" sur la médiature de la République, organisées au siège de la délégation entre le 16 et le 20 février, que la plupart de ces interventions, effectuées en parallèle avec les autres tâches dévolues à cette institution, ont porté sur les préoccupations urgentes de citoyens liées au secteur de la santé des transports, de l'éducation et du raccordement à l'électricité et au gaz.

M. Bouaïcha, insistant sur le fait que les interventions directes par téléphone ont été réalisées "parallèlement à la réception des requêtes écrites déposées lors d'audiences ou reçues par le biais du portail électronique", a affirmé qu'il a été répondu à "100 %" des sollicitations.

Selon le même responsable, la résolution des problèmes des citoyens et la recherche de solutions immédiates à travers les appels téléphoniques reflètent "l'excellente coordination entre la délégation de la médiature de la République et les différentes administrations locales dirigées par la cheffe de l'exécutif local, Mme Houria Aggoun".

Il a été observé, au dernier jour des "Portes Ouvertes" une grande affluence de citoyens et de cadres de l'administration locale, représentant différents secteurs, qui ont pu en savoir davantage sur la médiature de la République et les missions qui lui sont dévolues.

BLIDA : FONDATION DE LA MÉMOIRE DE LA WILAYA IV HISTORIQUE DE BLIDA

Le Moudjahid Ali Miloudi, président

Le moudjahid Ali Miloudi a été élu nouveau président de la Fondation de la mémoire de la wilaya IV historique en remplacement du défunt colonel Youcef El-Khatib, dit "Si Hassan", décédé en octobre 2023.

Ali Miloudi, qui occupait le poste de secrétaire général de la Fondation, a été élu à ce nouveau poste par l'assemblée générale extraordinaire de la Fondation de la mémoire de la wilaya IV historique, tenue mercredi dans la ville de Boufarik, wilaya de Blida, en présence d'un représentant du ministre des Moudjahidine et Ayants droit, Laid Rebiga. Dans son allocution à l'occasion, le directeur central auprès du ministère des Moudjahidine et Ayants droit, Mohamed Badoui, a exprimé l'engagement de son département ministériel à apporter un total soutien à la Fondation de la mémoire de la wilaya IV historique, et à travers elle, à l'ensemble des associations dédiées à la Mémoire nationale, considérée comme "une noble mission requérant la fédération des efforts de tous, entre moudjahidine et Tutelle". A son tour, le nouveau président de la Fondation s'est félicité de la confiance placée en sa personne par les moudjahidine et les enfants des moudjahidine et des chouhada présents à cette assemblée générale, exprimant sa "disponibilité à poursuivre le combat entamé par le défunt Youcef El-Khatib, notamment concernant la collecte du plus grand nombre possible de témoignages historiques et leur numérisation pour prévenir leur dégradation". Cette assemblée extraordinaire a également été marquée par la présentation du rapport moral et financier de la fondation, en plus de l'agrément des 15 membres du bureau exécutif. La rencontre a été clôturée par la lecture de la déclaration finale de la fondation, qui a dénoncé "dans les termes les plus fermes", les déclarations de certains responsables français, qualifiées d'"ingérence flagrante et inacceptable dans les affaires internes de notre pays".

PUBLICITÉ

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou

Avis D'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales (relance) N° 02/UMMTO/VRDPO/2019 [NIF : 408 020 000 150 039]

Suite à l'infructuosité de **lot n° 02 : Matériel d'analyse électrochimique** ; *de* l'AON ouvert avec exigence de capacités minimales N°02/UMMTO/VRDPO/2019 portant : ***« Acquisition d'équipements scientifiques au profil de la faculté des sciences de l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou»***, L'UMMTO **relance** le lot 02 sans modification.

Les candidats intéressés peuvent retirer le cahier des charges, sous format numérique, auprès de l'UMMTO, au VRDPO 5ème étage, Tour rectorale, Hasnaoua I

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

Avoir un chiffre d'affaires moyen sur les **03 dernières années≥ 6 millions DA** ; Avoir réalisé au moins un contrat conforme à l'objet du cahier des charges, justifié par une ABE.
Les offres doivent parvenir sous pli cacheté et anonyme dans une même enveloppe sous forme de trois dossiers séparés dans trois enveloppes scellées et cachetées portants, respectivement :

1.Le dossier de candidature : la déclaration de candidature, la déclaration de probité, les statuts pour les sociétés, documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise, les bilans financiers des 03 derniers exercices comptables visés par l'administration fiscale et les références bancaires, Un certificat de qualité et un agrément pour les équipements (à remettre par le fournisseur retenu lors de la livraison) : liste des moyens humains et matériels et références professionnelles ; certificat de qualification et de classification.

2.Une offre technique : Une déclaration à souscrire ; Descriptif des équipements appuyer par des moyens de diffusion visuels et prototypes **sur CD**; Un Mémoire technique justificatif qui précise : La garantie, le SAV, le délai de livraison et d'installation, la durée et le nombre de personnes à former, origines des équipements, caractéristiques techniques et performances ; Les engagements conformément à l'annexe de cahier des charges ; Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite «lu et accepté ».

3.Une offre financière contenant: la lettre de soumission, le bordereau des prix unitaires Le devis quantitatif et estimatif.

L'enveloppe principale scellée ne doit comporter aucune inscription extérieure autre que les mentions suivantes : Université Mouloud Mammeri, Hasnaoua I, Tizi-Ouzou ; « A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres » ; **Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°02/UMMTO/VRDPO/2019 ; *OBJET : « Acquisition d'équipements scientifiques au profil de la faculté des sciences de l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou».* Lot n° 02 : Matériel d'analyse électrochimique.**

Le délai de préparation des offres est fixé à **trente (30) jours** à compter de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offres sur les quotidiens nationaux ou le BOMOP.

La date et l'heure limite de dépôt des offres aura lieu le dernier jour de la durée de préparation des offres à **10 h 30 minutes** et si le dernier jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le dépôt des offres est prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant. Les offres doivent être déposées au niveau du VRDPO 5ème étage, Tour rectorale, Hasnaoua I de l'UMMTO.

L'ouverture des plis est fixée au dernier jour coïncidant avec la date limite de dépôt des offres à **11 h 00**. Les soumissionnaires sont invités à assister. La durée de validité des offres est égale à la durée de préparation des offres augmentée de 3 mois à compter de la date d'ouverture des plis.

L'EXPRESS DU 23/02/2025 ANEP : N° 2516005657

SELON UN NOUVEAU RAPPORT DE L'UNESCO

L'éducation multilingue favorise un meilleur apprentissage

L'UNESCO plaide pour une éducation multilingue basée sur la langue maternelle et souligne que commencer l'apprentissage dans sa langue maternelle améliore les résultats scolaires et contribue à préserver le patrimoine culturel.

Amel.B.

L'UNESCO vient de publier , à l'occasion de la Journée internationale de la langue maternelle, le 21 février, un nouveau document montrant qu'une éducation multilingue basée sur la langue maternelle est essentielle pour l'apprentissage, car elle permet d'acquérir une base solide en lecture et écriture, elle favorise l'apprentissage d'autres langues et améliore les résultats scolaires dans de nombreuses matières, notamment les mathématiques et les sciences.

«L'éducation en langue maternelle pendant six à huit ans, accompagnée de l'apprentissage d'une deuxième langue, d'abord comme matière, puis comme deuxième langue d'enseignement, accélère l'apprentissage et contribue à prévenir les lacunes en matière de connaissances», souligne le document.

En Afrique, les enfants qui apprennent dans une langue qui leur est familière ont 30 % de chances en plus de comprendre ce qu'ils lisent à la fin de l'école primaire que les enfants qui apprennent dans une langue qu'ils ne connaissent pas.

Ce rapport souligne l'urgence d'intégrer le multilinguisme dans les systèmes éducatifs afin que les enfants apprennent dans une langue qu'ils comprennent.

Aujourd'hui dans le monde, 40 % des gens n'ont pas accès à une éducation dans une langue qu'ils parlent couramment et qu'ils comprennent facilement. Dans certains pays à faible et moyen revenu, ce chiffre monte à 90 %. Cela représente plus de 250 millions d'apprenants.

À mesure que les flux migratoires augmentent, la diversité linguistique devient une réalité dans le monde entier, et il est de plus en plus commun que, dans les classes, les élèves parlent des langues différentes. Plus de 31 millions de jeunes déplacés sont confrontés à des barrières linguistiques dans leur éducation.

Ce nouveau rapport de l'UNESCO donne des orientations aux ministères de l'Éducation et aux acteurs clés du secteur pour les aider à mettre en œuvre des politiques et des pratiques favorisant l'éducation multilingue, avec pour objectif de créer des systèmes éducatifs qui bénéficient à tous les apprenants.

Ce document met en avant les bienfaits avérés de l'éducation multilingue. D'après l'Atlas mondial des langues de

l'UNESCO, 7 000 langues parlées ou signées sont utilisées dans le monde aujourd'hui, mais seules 351 d'entre elles sont utilisées comme langue d'enseignement. Par ailleurs, une langue disparaît toutes les deux semaines en moyenne. Les langues jouent aussi un rôle crucial dans notre identité culturelle, et l'éducation multilingue contribue à préserver la diversité des langues et des systèmes de connaissances. Cela est particulièrement vrai pour les langues et les cultures autochtones, qui sont souvent usitées dans des régions riches en biodiversité et contribuent à préserver les connaissances, les valeurs et les savoirs traditionnels essentiels pour protéger l'environnement et favoriser une économie verte.

A. B.

COURSE DES FACTEURS À L'OCCASION DE LA JOURNÉE NATIONALE DU CHAHID

Dans la pure tradition

Le coup d'envoi de cette édition à laquelle ont participé plus de 100 facteurs, venus de différentes wilayas du pays, a été donné par le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki qui était accompagné du directeur général d'Algérie Poste, Louai Zidi.

A l'issue de cette course qui s'est déroulée du Bureau de poste de Dar El Beida jusqu'au siège de la direction générale d'Algérie Poste (4km), une cérémonie a été organisée au siège d'Algérie Poste, où le ministre et ses hôtes, en l'occurrence le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, le ministre des Sports, Walid Sadi, et des représentants des opérateurs partenaires du secteur, ont visité, également, une exposition philatélique sur la Journée du Chahid et la course des facteurs.

A cette occasion, M. Zerrouki a souligné que cette course "se veut une tradition ancrée" et une occasion de "renforcer les liens et l'esprit d'équipe entre les employés de la poste", étant, a-t-il dit, "un pilier essentiel de cette structure vitale".

Après avoir rappelé que le secteur était adapté à la "transformation numérique", le ministre a mis en avant l'importance de "l'amélioration des conditions socioprofessionnelles des employés du secteur à travers une série de mesures, dont la valorisation de certaines primes, le renouvellement des sections syndicales, la poursuite du reclassement des bureaux de poste, et le renforcement des ressources humaines à travers le recrutement, outre l'optimisation du parc des GAB". De son côté, le DG d'Algérie Poste s'est dit fier du "développement qualitatif" que connaît Algérie Poste, notamment en termes de "densification du réseau postal et de renforcement de l'accès des citoyens à des services numériques variés". La cérémonie a vu la distinction des neuf lauréats des différentes catégories de la compétition.

RISQUES DE CANCER

Attention à une consommation élevée de fructose

Le fructose, utilisé dans l'industrie alimentaire, est lié à la croissance tumorale selon des recherches de l'Université de Washington à Saint-Louis, c'est ce que révèle un article publié, dans Sciences et vie.

Les cellules cancéreuses ne consomment pas directement le fructose, mais utilisent les lipides produits par les cellules hépatiques nourries au fructose.

Éviter le fructose des produits ultra-transformés pourrait être bénéfique pour les personnes atteintes de cancer, selon le professeur Gary Patti.

De par son fort pouvoir sucrant et son prix modéré, le fructose est couramment utilisé dans l'industrie alimentaire. Sur les étiquettes, il apparaît notamment sous la dénomination «sirop de glucose-fructose». Des études ont montré qu'une consommation élevée de ce sucre favorisait la croissance des tumeurs. Mais jusqu'à présent, on ne savait pas sur quel mécanisme reposait cet effet. De nouvelles recherches menées par une équipe de l'Université de Washington à Saint-Louis lèvent le voile sur le sujet. Elles révèlent que les tumeurs n'utilisent pas directement le fructose comme on le pensait.

Le fructose est un sucre simple que l'on trouve naturellement dans de nombreuses plantes, notamment dans les fruits et légumes. Il est aussi consommé sous forme de saccharose (le sucre de table) – constitué de glucose et de fructose – ou de sirop de maïs à haute teneur en fructose. Ce dernier résulte de la conversion d'une partie du glucose en fructose par réactions enzymatiques. Il est très utilisé dans l'industrie alimentaire, car son pouvoir sucrant est 1,5 fois supérieur à celui du saccharose. Il est aussi beaucoup plus économique.

Le fructose, sous toutes ses formes, se trouve aujourd'hui dans de nombreux aliments et boissons transformés (sodas, bonbons…).

SELON L'OMS

35.000 cas de choléra à travers le monde

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a révélé jeudi qu'environ 35.000 cas de choléra ont été enregistrés dans 19 pays et régions du monde, dont le Soudan, le Yémen et la Somalie, en janvier dernier. Selon l'Organisation, le plus grand nombre de cas a été enregistré dans la région africaine, suivie de la région de la Méditerranée orientale et de la région de l'Asie du Sud-Est. Cette période a également enregistré 349 décès liés au choléra dans le monde, dont 46 au Soudan, ce qui représente une diminution de 33 % par rapport au mois précédent. D'après l'OMS, bien que la baisse saisonnière de la transmission pendant les mois d'hiver puisse expliquer en partie la baisse du nombre de cas dans certaines régions, les données globales sur le choléra restent incomplètes en raison d'une sous-déclaration ou d'une déclaration tardive. En janvier, la production de vaccins oraux contre le choléra a atteint 6,2 millions de doses, reflétant les efforts importants des fournisseurs et des partenaires. L'OMS a expliqué que ces progrès étaient dus à l'introduction et à la qualification d'une nouvelle formulation de vaccin et d'un nouveau processus de fabrication au début de 2024. Cependant, la production actuelle «n'a pas encore répondu à la demande mondiale croissante et la demande continue de dépasser l'offre, entravant les efforts visant à contrôler les épidémies de choléra, à réagir rapidement à la propagation de la maladie et à mettre en œuvre des campagnes de prévention». Selon l'OMS, les conflits, les déplacements massifs, les catastrophes naturelles et le changement climatique «ont intensifié l'épidémie, en particulier dans les zones rurales et touchées par les inondations, où les mauvaises infrastructures et l'accès limité aux soins de santé retardent le traitement».

KREMLIN

Poutine ouvert aux négociations de paix sur l'Ukraine

Le Kremlin a déclaré qu'il existait une compréhension mutuelle sur la nécessité d'une rencontre entre le président américain Donald Trump et le président russe Vladimir Poutine, mais que les détails d'une telle rencontre n'avaient pas encore été définis.

Le président russe Vladimir Poutine était et reste prêt à résoudre la situation autour de l'Ukraine par le biais de négociations, a déclaré vendredi le porte-parole du Kremlin Dmitri-Peskov, a rapporté l'agence de presse TASS. «Le président Poutine reste ouvert à un règlement autour de l'Ukraine par le biais de négociations pacifiques», a-t-il souligné. Le Kremlin a déclaré qu'il existait une compréhension mutuelle sur la nécessité d'une rencontre entre le président américain Donald Trump et le président russe Vladimir Poutine, mais que les détails d'une telle rencontre n'avaient pas encore été définis. DmitriPeskov a déclaré que les deux parties avaient convenu, lors des pourparlers de Ryad cette semaine que les deux dirigeants devraient se rencontrer, mais «il n'y a pas encore de détails». Il a noté que les deux hommes avaient déclaré qu'ils souhaitaient discuter en personne. «Il y a un souhait des deux présidents, qu'ils ont exprimé, et il y a aussi une instruction de bien préparer cette rencontre pour qu'elle soit la plus productive possible. C'est lors de la préparation que toutes les nuances seront discutées», a déclaré M. Peskov, d'après Reuters. Trump a déclaré après la rencontre avec l'Arabie saoudite mardi qu'il rencontrerait probablement Poutine avant la fin du mois. Poutine a déclaré mercredi que la réunion devait être soigneusement préparée pour obtenir des résultats. Jeudi, le secrétaire d'État américain Marco Rubio a déclaré qu'une rencontre entre Poutine et Trump dépendrait en grande partie des progrès réalisés pour mettre fin au conflit.

Peskov a réaffirmé que Poutine était ouvert à la négociation d'un règlement du conflit. «Nous avons nos objectifs, liés à notre sécurité nationale, à nos intérêts nationaux, et nous sommes prêts à atteindre ces objectifs au moyen de pourparlers de paix», a-t-il déclaré.

ELECTIONS ALLEMANDES ANTICIPÉES CE DIMANCHE

Un scrutin sous haute tension

Les élections allemandes de ce dimanche sont au centre des préoccupations européennes. Entre tensions internationales, ingérences étrangères et montée de l'extrême droite, le scrutin suscite une attention particulière, bien au-delà des frontières allemandes. Pour le scrutin anticipé de la première économie du continent, le chancelier allemand sortant Olaf Scholz et son parti, le SPD, sont affaiblis par l'effondrement de la coalition au pouvoir après le départ du ministre des Finances cet automne. Décidé en novembre dernier par le chancelier Olaf Scholz, le limogeage du chef de file libéral Christian Lindner a conduit à l'organisation de ces élections anticipées ce 23 février où plus de 59 millions de citoyens allemands sont appelés aux urnes. Le président du parti conservateur CDU, Friedrich Merz, est le favori de ce scrutin. "La CDU se situe autour de 30 % et l'AfD [extrême droite] la talonne avec environ 20 %. Le parti social-démocrate (SPD) de centre-gauche du chancelier Olaf Scholz est quant à lui en troisième position avec 15 %, tandis que son partenaire de coalition, le parti vert, arrive en quatrième position avec un peu plus de 13 %. Toutefois, l'alliance entre la CDU et l'AfD étant a priori exclue, la question est de savoir comment (Friedrich Merz) va former une coalition stable.

CÂBLE ENDOMMAGÉ EN MER BALTIQUE

La Suède ouvre une enquête

La Suède a ouvert une enquête après la découverte d'un nouveau câble endommagé en mer Baltique, à l'est de l'île de Gotland, ont annoncé vendredi les garde-côtes, après plusieurs cas similaires sur des infrastructures sous-marines ces derniers mois.

Les procureurs suédois ont «lancé une enquête préliminaire», a déclaré Karin Cars, porte-parole des garde-côtes. Le Premier ministre suédois, Ulf Kristersson, a indiqué que le gouvernement suivait la situation.

«Nous avons un navire, le KBV 003, en route vers l'est de Gotland. Il se trouve dans la zone économique suédoise et nous participons à l'enquête sur la scène de crime», a déclaré Karin Cars, des garde-côtes.

Elle n'a pas donné de détails sur le lieu exact ni sur le moment où le dommage s'est produit. «Les garde-côtes se sont dirigés vers le site jeudi soir», a-t-elle dit.

«Nous prenons très au sérieux toutes les informations concernant d'éventuels dommages à l'infrastructure en mer Baltique. Comme je l'ai déjà dit, elles doivent être envisagées dans le contexte de la grave situation sécuritaire actuelle», a indiqué le Premier ministre.

Mais les dommages causés aux câbles sous-marins ne sont pas nécessairement intentionnels. Il y a aussi les dangers naturels, l'abrasion et les défaillances d'équipement.

Le secrétaire général adjoint de l'Union internationale des télécommunications de l'Organisation des Nations unies, Tomas Lamanauskas, a déclaré à l'AFP en début de semaine que 80 % des dommages étaient «attribués à la pêche et au mouillage», citant les filets de pêche qui raclent les fonds et les navires laissant accidentellement traîner leurs ancres.

LES INTEMPÉRIES À MADAGASCAR

12 morts et plus de 17 000 sinistrés

Les intempéries qui ont frappé Madagascar depuis vendredi dernier ont fait 12 morts, d'après les derniers chiffres émanant du Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes (BNGRC) et communiqués le vendredi 21 février.

Le BNGRC fait état également de 17 908 sinistrés dont la majorité est recensée dans la région d'Analamanga. Aussi, 10 468 personnes (soit 3 083 familles) ont dû quitter leurs domiciles et ont été déplacées dans 29 sites d'hébergement.

Au cours de la visite d'un site d'hébergement des sinistrés à Anosizato (Est), dans le district d'Atsimondrano, jeudi, le chef de l'Etat, AndryRajoelina, a remis des dons aux familles victimes d'inondations. Il a vivement interpellé les responsables communaux concernant les activités de remblayage. ''Vous devriez vous pencher sur les constructions illicites et les remblayages qui bouchent les canaux d'évacuation d'eau et entraînent des inondations'', a-t-il déclaré. Cinq régions ont été affectées par les fortes pluies qui se sont abattues sur la Grande île depuis le 14 février. Dans la Capitale, Antananarivo, la météo est marquée par un climat morose ponctué par des pluies fines tout le long de la journée. D'après les prévisions du service Météo de Madagascar, les intempéries marquées par de fortes pluies pourraient encore être observées sur l'ensemble du pays pour la journée du samedi 22 février. La saison cyclonique 2024-2025 à Madagascar a débuté au mois de novembre dernier et ne se terminera qu'au mois d'avril. Sur les huit formations cycloniques qui ont menacé la Grande île, seul le cyclone Dikeledi a pu atteindre le pays au mois de janvier dernier faisant trois morts et plus de 7 000 sinistrés.

EN RAISON DE LA VIOLENCE AU RD CONGO

Quelque 42.000 personnes ont fui au Burundi

Les violences dans l'est de la République démocratique du Congo ont poussé quelque 42.000 personnes à trouver refuge au Burundi en deux semaines, a indiqué vendredi l'ONU, qui s'attendait initialement à 58.000 arrivées en trois mois.

Cet afflux de réfugiés congolais face aux avancées des rebelles du mouvement M23 dans la région est inédit depuis 25 ans, avait précisé jeudi le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) de l'ONU.

«Le plan d'urgence prévoyait un maximum de 58.000 personnes» sur trois mois mais rien qu'au cours des deux premières semaines, il y a eu «environ 42.000 personnes demandant l'asile», a déclaré la représentante du HCR au Burundi, Brigitte Mukanga-Eno, lors d'un point de presse. Par ailleurs, environ 15.000 autres personnes ont fui depuis janvier vers d'autres pays voisins, dont plus de 13.000 en Ouganda, selon un communiqué de l'agence onusienne. La grande majorité des personnes qui ont trouvé refuge au Burundi y sont entrés par des points de passage non officiels, beaucoup traversant la rivière Rusizi. Après s'être emparés fin janvier dans une offensive éclair de Goma, capitale du Nord-Kivu, les rebelles du mouvement M23 ont pris dimanche le contrôle de Bukavu, chef-lieu du Sud-Kivu, situé à seulement une cinquantaine de km du Burundi. Les combats continuent de s'étendre dans le Sud-Kivu, frontalière du Rwanda et du Burundi. Et notamment vers le Sud-est, se rapprochant de la capitale économique burundaise Bujumbura et poussant de nombreux civils à traverser la frontière. La cheffe de la mission de maintien de la paix de l'ONU en RDC (Monusco), Bintou Keita, s'est-elle aussi inquiétée de l'avancée du M23, qui est désormais «au point de jonction des trois frontières entre la RDC, le Rwanda et le Burundi».

ACCIDENT DE BUS AU BRÉSIL

12 étudiants tués

Douze élèves d'université ont péri dans un accident de bus dans l'État de São Paulo, dans le sud-est du Brésil, ont annoncé vendredi 21 février les autorités locales. "Nous nous réveillons avec la triste nouvelle de cette tragédie qui a tué 12 étudiants dans un terrible accident entre un bus et un camion", a écrit sur X le gouverneur TarcisioFreitas. L'accident a eu lieu jeudi soir à 17 km de la ville de Nuporanga, dans l'intérieur des terres de l'État le plus peuplé du Brésil.

Trois étudiants, sur les 21 blessés hospitalisés, se trouvaient toujours à l'hôpital, dans un état stable et sans que leur pronostic vital soit engagé, a indiqué la Défense civile. Un quatrième, souffrant d'un traumatisme crânien, a été transporté dans une autre localité. Les pompiers ont initialement fait état de 19 personnes secourues. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de l'accident. Les médias locaux ont indiqué que seul le conducteur se trouvait à bord du camion et qu'il avait été hospitalisé.

CHAMPIONNAT NATIONAL HIVERNAL D'ATHLÉTISME 2025

Bendjemaâ améliore son propre record national

Le coureur algérien Abdenour Bendjemaâ a établi un nouveau record national du 300 mètres, en 32 secondes et 84 centièmes, lors de la première journée du Championnat national hivernal d'athlétisme, disputée vendredi au SATO du stade 5-Juillet (Alger). Un peu plus tôt dans la matinée, pendant la phase des séries, le coureur du MC Alger (27 ans) avait signé un premier nouveau record national du 300 mètres, en 33 secondes et 23 centièmes, avant de l'améliorer un peu plus tard dans l'après-midi. La précédente meilleure marque de Bendjemaâ sur la distance était de 33 secondes et 41 centièmes, et ses derniers résultats prouvent qu'il est en constante progression en ce début d'année. Un deuxième record national est tombé au cours de cette première journée de compétition. C'était au saut en hauteur des moins de 18 ans, où Younes Ayachi a établi une nouvelle marque à 2,18 mètres. Même les autres athlètes d'élite engagés dans ce Championnat national hivernal, comme Slimane Moula et HaïthemChenitef ont été à la hauteur de leur statut, en remportant haut la main les épreuves dans lesquelles ils étaient engagés. En effet, le champion d'Afrique et méditerranéen Slimane Moula a remporté le 600 mètres en 1:14.61", alors que le vice-champion du monde junior HaïthemChenitef s'était imposé dans le 800 mètres, en 1:49.69". La compétition, qui se poursuivra samedi, a drainé la participation de plusieurs champions, dans différentes épreuves de course, de lancer et de saut. Même si elle est ouverte essentiellement aux catégories seniors et U20 (messieurs et dames), la compétition a autorisé la participation des athlètes de moins de 18 ans, mais seulement dans la limite de deux épreuves individuelles. "Si les deux épreuves choisies par les athlètes de moins de 18 ans sont des courses, une seule d'entre elles pourra dépasser les 200 mètres" ont détaillé les organisateurs.

APRÈS LA SUSPENSION D'ABDELAOUI ET SAÂD

La FAF veut moraliser le football national

C'est une nouvelle page que la Fédération algérienne de football (FAF), souhaite ouvrir, pour tenter de moraliser le football national, et l'éloigner de ces pratiques dégradantes qui polluent la balle ronde nationale depuis longtemps.

Marouane A.

Avec la décision de suspendre le défenseur et capitaine du MC Alger, Ayoub Abdellaoui et le joueur de l'US Biskra, Saad AbdeldjalilTaki Eddine, pour six matchs fermes, «pour propos injurieux et portant atteinte à la dignité et à l'honneur d'un officiel de match», c'est une nouvelle page que la Fédération algérienne de football (FAF), souhaite ouvrir, pour tenter de moraliser le football national, et l'éloigner de ces pratiques dégradantes qui polluent la balle ronde nationale depuis longtemps. Il faut savoir que ce n'est pas la première fois que ce genre de pratique est remarquée sur les terrains des stades algériens, sachant que ceux-ci sont devenus de véritables défouloirs surtout pour les supporteurs qui considèrent qu'ils peuvent s'y comporter comme ils le veulent, étant donné que c'est l'endroit où ils déversent toute leur charge de tension. Si les fans pensent qu'il est de leur droit d'insulter, se cachant derrière l'effet de la foule ou plutôt son pouvoir, les joueurs sur le terrain qui sont les acteurs principaux d'une partie de football se doivent de donner l'exemple et donc s'interdire de verser dans ce genre de pratiques condamnables qui peuvent encore verser de l'huile sur le feu et donc embrasser une certaine situation déjà compliquée. La sanction ferme d'Abdelaoui vient donc dans ce contexte, étant donné qu'il s'agit d'un capitaine d'équipe, d'un club prestigieux et qui se devait d'être irréprochable, car il se doit respecter une certaine conduite pour éviter que la situation ne se dégrade encore plus.

LE MCA FAIT APPEL

Si la sanction de la commission de discipline de la FAF qui a suspendu le joueur du MCA de six matchs fermes est considérée comme logique, l'appel du Mouloudia déposé hier au siège de la dite-commission, lui, manque de tact et sonne comme une provocation. En effet, la direction du club algérois tente de ramener la suspension du joueur à seulement 4 matchs, avec deux matchs fermes et deux avec sursis. Les dirigeants du «Doyen» souhaitent donc bénéficier des services de leur capitaine après seulement deux matchs de suspension, comme s'il s'agissait d'un joueur indispensable à la survie du club. Les responsables du MCA ont versé encore une fois dans la maladresse, puisqu'au lieu de prendre note de sanction et demander à son capitaine plus de retenue tout en exigeant de lui de présenter des excuses publiques, ils tiennent à le soutenir dans sa gabegie, en souhaitant réduire au minimum sa sanction. Au-delà du fait que le club a le droit de faire appel d'une quelconque sanction qui viserait un de ses joueurs ou un membre du staff technique, les dirigeants auraient du respecter l'onde de choc qu'a provoqué cette scène diffusée sur la télévision et qui a été entendue et vue par toutes les familles algériennes qui étaient rivées sur leur écrans à l'occasion de ce match entre le MCA et le CRB. Il reste encore un long chemin à faire, pour faire entendre la raison qui se doit l'emporter sur l'esprit clubar.

M. A.

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (1/4 DE FINALE) USMA-CSC

«Un match totalement imprévisible», selon Madjer

La légende du football algérien, Rabah Madjer, a qualifié le quart de finale de la Coupe de la Confédération de football entre l'USM Alger et le CS Constantine de duel "hautement imprévisible".

"Ce match dépassera toutes les attentes, car chaque équipe est un livre ouvert pour l'autre. Elles disposent de toutes les informations sur leur adversaire, notamment parce qu'elles évoluent dans le même championnat ", a déclaré Madjer à l'issue du tirage au sort effectué jeudi à Doha. L'ancien sélectionneur national a souligné la particularité de cette confrontation 100 % algérienne.

Il a insisté sur le fait que les deux équipes, habituées à s'affronter en championnat, connaissent parfaitement les forces et les faiblesses de l'autre. Lors du match aller de la Ligue 1 Mobilis, le CSC s'était imposé face à l'USMA à domicile (1-0), le 21 novembre dernier, pour le compte de la 10e journée, infligeant à son adversaire sa première défaite de la saison.

Le match aller de la Coupe de la Confédération se jouera le mercredi 2 avril au stade Chahid-Hamlaoui de Constantine, alors que la seconde manche aura lieu une semaine plus tard : le mercredi 9 avril, au stade olympique du 5-Juillet.

Le vainqueur de cette double confrontation sera opposé aux demi-finales, à l'autre quart entre l'ASEC Mimosas (Côte d'Ivoire) et le RS Berkane (Maroc).Lors de la phase de poules, l'USMA, détentrice du trophée en 2023, a terminé leader du groupe C (14 pts), devant l'ASEC Mimosas (8 pts), alors que le CSC s'est qualifié en tant que deuxième du groupe A (12 pts), derrière les Tanzaniens de Simba SC (13 pts).Pour rappel, l'ancienne star de Porto avait effectué le tirage au sort des quarts et demi-finales de la Coupe de la Confédération de la CAF jeudi dans les studios de beIN Sports à Doha (Qatar).

DE ZERBI (OM)

«Gouiri me rappelle Gonzalo Higuaín»

Depuis son arrivée à l'Olympique de Marseille cet hiver en provenance du Stade Rennais, Amine Gouiri impressionne. Avec cinq actions décisives en trois matchs, l'attaquant algérien a rapidement conquis le cœur des supporters marseillais et de son nouvel entraîneur, Roberto De Zerbi. Ce dernier n'a pas manqué de lui adresser des louanges appuyées lors de la conférence de presse d'avant-match contre l'AJ Auxerre.

Interrogé sur l'adaptation de son attaquant, De Zerbi n'a pas caché son admiration et a osé une comparaison flatteuse: «Gouiri me rappelle Gonzalo Higuaín», a confié l'entraîneur italien. «Dans sa façon de se déplacer, de faire jouer l'équipe… Il doit maintenant se spécialiser dans les buts.»

Un rapprochement audacieux, tant l'ancien buteur argentin s'est illustré au plus haut niveau avec le Real Madrid, Naples et la Juventus. Higuaín, auteur de 335 buts en carrière, était réputé pour son sens du placement et son instinct de finisseur. Des qualités que De Zerbi voit déjà chez Gouiri, même s'il estime que son joueur doit encore franchir un cap mentalement.

L'entraîneur marseillais a souligné un aspect essentiel du jeu de Gouiri : son besoin de prendre conscience de son propre potentiel. « Il doit travailler sur son estime de soi. Lui n'est pas encore entièrement conscient de sa force et de ses qualités. J'essaye de m'en occuper. »

Confiant en l'avenir de son protégé, De Zerbi n'hésite pas à prédire un avenir radieux pour l'attaquant algérien : « Il a tout pour devenir l'un des plus grands avants-centres d'Europe. » Un message clair qui témoigne de la confiance du technicien italien en son joueur.

PAYS-BAS

Robin Van Persie coach de Hadj-Moussa et Zerrouki !

Alors même que le Feyenoord Rotterdam a vécu une crise sportive qui a coûté à Brian Priske son poste d'entraîneur, un nouveau coach vient d'être nommé... et pas des moindres.

L'enfant chéri du club revient à la maison. Le légendaire Robin Van Persie, qui s'est illustré comme avant-centre d'Arsenal et de Manchester United, n'est pour l'heure qu'un jeune entraîneur mais il aura désormais la chance de prouver qu'il a le talent pour prendre en charge une écurie prestigieuse comme annoncé par Fabrizio Romano aujourd'hui.

À Rotterdam, sa ville et son club de cœur, Van Persie entraînera donc Anis Hadj-Moussa et Ramiz Zerrouki avec une mission simple à mener : conduire le Feyenoord en Ligue des Champions, devenue vitale au développement du club.

L'écurie, championne d'Eredivisie en 2022-2023, n'est pour l'heure que 4ème au classement général, à trois points et un match en match d'Utrecht, qui est pour l'instant qualifié pour les barrages de C1. Côté LDC justement, Rotterdam affrontera l'Inter Milan après avoir, justement, sorti le Milan AC.

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE PROCÈDE À L'INAUGURATION DE L'USINE DE DESSALEMENT D'EAU DE MER «FOUKA 2»

Une révolution bleue en marche

«C'est cette Algérie que nous aimons tous en tant qu'Algériens, une Algérie qui relève les défis en s'inspirant de la génération du 1er novembre 1954, qui a réussi à chasser de nos terres la 5e puissance mondiale avec des fusils de chasse» a souligné le président Abdelmadjid Tebboune.

Par Aïda. Mouni

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a procédé, hier à Fouka, dans la wilaya de Tipasa, à l'inauguration de l'usine de dessalement d'eau de mer "Fouka 2", un projet d'envergure qui s'inscrit dans la stratégie nationale de renforcement de la sécurité hydrique.

Accompagné d'un parterre de hauts responsables, parmi lesquels le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'État-Major de l'ANP, ainsi que les ministres Mohamed Arkab (Energie, Mines et Energies renouvelables), Brahim Merad (Intérieur) et Taha Derbal (Hydraulique), le président Tebboune a suivi une présentation sur les capacités de cette infrastructure stratégique.

D'une production journalière de 300.000 mètres cubes, cette usine s'inscrit dans un programme national ambitieux visant la construction de cinq grandes unités de dessalement à travers le pays. Aux côtés de "Fouka 2", ces infrastructures seront implantées à El Tarf (Koudiet Eddraouche), Béjaïa (Tighremt-Toudja), Boumerdès (Cap Djinet) et Oran (Cap Blanc). Chacune affichera la même capacité de production. Un projet qui, au-delà de sa dimension technique, se veut un levier d'autonomie stratégique face aux tensions hydriques récurrentes. L'objectif affiché, assurer un accès continu à l'eau potable pour les citoyens et renforcer les infrastructures hydriques du pays en s'appuyant sur les «compétences nationales et les technologies de pointe». Lors de son allocution, Abdelmadjid Tebboune n'a pas manqué de saluer l'engagement des acteurs du projet : «Je remercie tous les travailleurs, gestionnaires et cadres, ainsi que les secteurs de l'énergie et de l'hydraulique et Sonatrach pour cette grande réalisation». Mettant en perspective cette avancée avec l'histoire nationale, le président a souligné que cette réalisation était «une fierté» et un témoignage de la capacité de l'Algérie à relever ses défis en puisant dans l'esprit du 1er novembre 1954. «C'est cette Algérie que nous aimons tous en tant qu'Algériens, une Algérie qui relève les défis en s'inspirant de la génération du 1er novembre 1954, qui a réussi à chasser de nos terres la 5e puissance mondiale avec des fusils de chasse». Dans un contexte où l'accès à l'eau devient un enjeu majeur, notamment en Méditerranée, cette inauguration marque une étape supplémentaire dans la volonté affichée par Alger de maîtriser ses ressources hydriques. Un pas de plus vers l'émergence, selon Tebboune, qui affirme que «à chaque pas franchi aujourd'hui, l'Algérie se rapproche davantage de la scène des pays émergents».

A.M.

ELLE COMPREND UN VASTE RÉSEAU DE DISTRIBUTION

La station de Cap Blanc opérationnelle

Par Aida Mouni

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a inauguré jeudi à Oran l'usine de dessalement d'eau de mer de Cap Blanc, la plus grande infrastructure de ce type en Algérie. Ce projet s'inscrit dans un vaste programme visant à renforcer l'approvisionnement en eau potable grâce à des solutions durables et modernes.

Démarrée en juin 2022, la construction de cette usine a été achevée en seulement 26 mois, un exploit salué par le président Tebboune, qui a souligné la mobilisation exceptionnelle des ouvriers et des cadres techniques. «C'est l'Algérie des grandes réalisations, des défis relevés par les mains algériennes», a-t-il déclaré, mettant en avant l'implication de Sonatrach et Cosider, deux fleurons de l'industrie nationale. Contrairement aux infrastructures similaires réalisées par le passé avec des partenaires étrangers, cette usine a été conçue et construite à 100 % par des compétences algériennes. Le projet a ainsi permis une économie de près d'un milliard de dollars tout en respectant un calendrier serré. L'usine de Cap Blanc s'inscrit dans un programme plus large prévoyant la construction de cinq stations de dessalement à travers le pays. Situées à El Tarf, Béjaïa, Boumerdès, Tipaza et Oran, ces infrastructures augmenteront la production nationale d'eau potable issue du dessalement de 2,2 millions à 3,7 millions de mètres cubes par jour.

Une fois pleinement opérationnelles, elles garantiront un approvisionnement stable en eau pour près de 15 millions de citoyens, tout en faisant passer la part de l'eau dessalée de 18 % à 42 % des besoins nationaux. Le taux d'intégration des produits locaux dans la conception des infrastructures atteint désormais 30 %, un chiffre appelé à progresser grâce à la production locale de certains équipements techniques, notamment les membranes d'osmose inverse. Le président-directeur général de Sonatrach, Rachid Hachichi, a souligné que la mise en service de cette station a mobilisé plus de 10 000 travailleurs, qui ont opéré en continu pour respecter les délais. Il a également mis en avant les efforts d'intégration des énergies renouvelables dans la gestion des usines de dessalement, avec des fermes solaires destinées à couvrir jusqu'à 40 % des besoins énergétiques de ces installations. Lors de la cérémonie d'inauguration, le secrétaire général du ministère des Ressources en eau, Omar Bougroua, a précisé que l'usine de Cap Blanc contribuera directement à l'approvisionnement en eau potable de six wilayas de l'Ouest : Oran, Aïn Témouchent, Mostaganem, Mascara, Sidi Bel Abbès et Relizane.

La ville d'Oran atteindra ainsi un taux de couverture en eau potable de 98 %, tandis que Mostaganem et Relizane retrouveront leur part dans le système de transfert des eaux du MAO. Cette inauguration marque une étape clé dans la modernisation des infrastructures hydrauliques en Algérie. En renforçant sa capacité de production d'eau potable par des technologies de pointe, le pays assure sa sécurité hydrique tout en valorisant ses compétences nationales. À terme, cette dynamique pourrait également ouvrir la voie à des coopérations régionales et au partage du savoir-faire algérien avec d'autres pays confrontés aux mêmes enjeux.

A.M.

ÉDITORIAL L'EXPRESS

Les grands défis

PAR ABDELKRIM TAZAROUTE

L'option dessalement des eaux de mer semble manifestement tout indiquée pour subvenir aux besoins en eau des ménages algériens de plusieurs wilayas exposées dans un passé récent à un stress hydrique des plus fréquents et à la rareté des pluies, même pendant la saison hivernale, ce qui conduit à de longues périodes de sécheresse qui ont impacté toutes velléités de développement de l'agriculture. Il aura fallu d'une véritable volonté politique à laquelle il fallait ajouter la disposition des moyens financiers nécessaires à la réalisation et à la concrétisation des stations de dessalement des eaux de mer. Il en a résulté des progrès incroyables en matière de ce précieux liquide dans les foyers algériens.

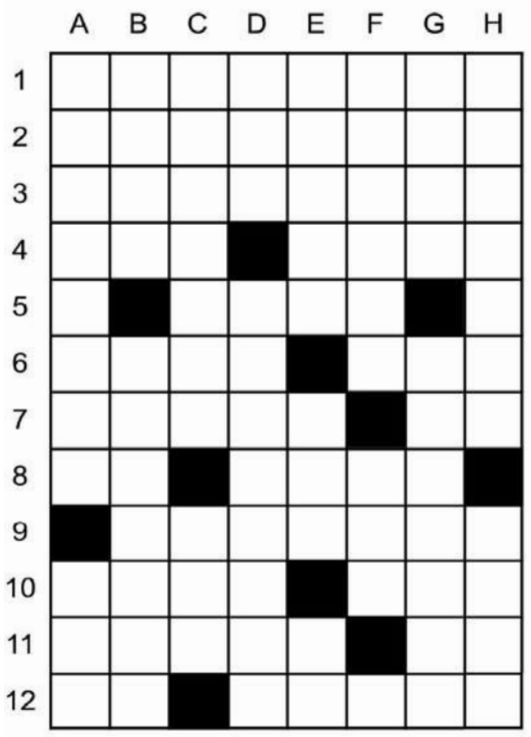
L'inauguration jeudi dernier à Oran par le président de la République Abdelmadjid Tebboune de la plus grande station de dessalement relève du défi dans la mesure où sa réalisation a été concrétisée en un temps record, 26 mois, alors que cela nécessitait au moins une dizaine d'années par le passé quand la construction de ces projets était confiée à des entreprises étrangères.

Grands défis aussi dans la mesure où les cinq derniers projets de construction de stations de dessalement ont été confiés par les autorités du pays à des entreprises algériennes, Sonatrach et ses filiales. Il faut mesurer cette avancée dans la maîtrise technique et technologique que nous envieraient nombre de pays arabes et africains. C'est comme l'a rappelé le président de la République à Oran : un pas de géant en la matière, vu qu'après l'indépendance, nos paysans peinaient avant de voir jaillir de leur puits. Avec l'inauguration jeudi par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de l'usine de dessalement d'eau de mer d'Oran, située au Cap Blanc, l'Algérie franchit une étape importante dans la résolution du problème de l'or bleu. Cette épineuse problématique du stress hydrique trouve enfin une solution durable avec la construction récente de cinq stations de dessalement qui seront, elles aussi, inaugurées ces jours-ci aux fins de permettre à l'eau de couler dans les robinets avant le mois de Ramadhan. Pour le président Tebboune, ces réalisations sont qualifiées de «l'Algérie victorieuse». L'autre grand défi aussi, à l'heure où le réchauffement de la planète est une réalité qui suscite des appréhensions légitimes, l'Algérie s'efforce de s'attaquer à un autre grand défi avec l'édification d'un immense barrage vert afin de faire reculer le spectre de la désertification.

A.T.

Mots Croisés

Mots croisés



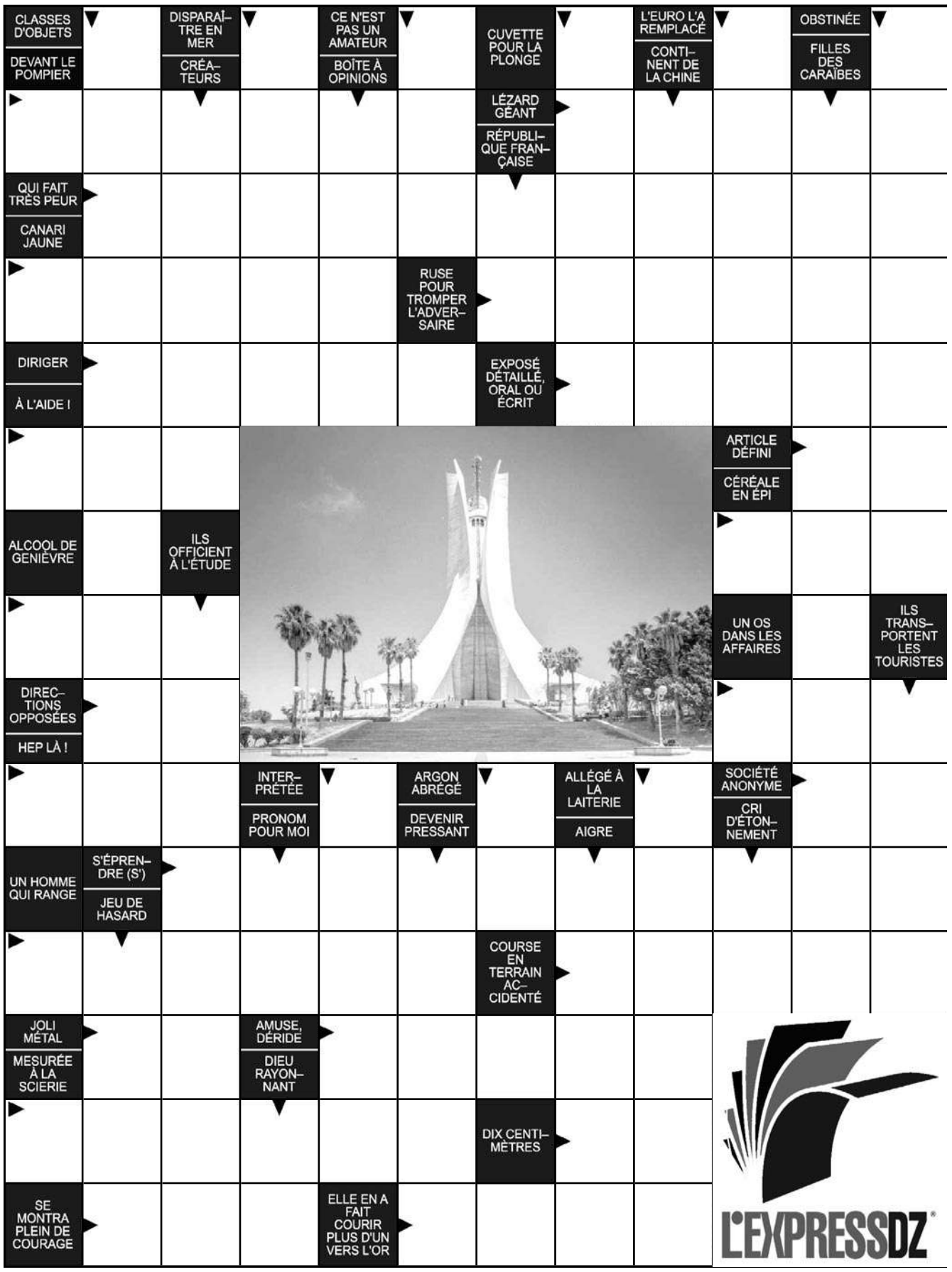
VERTICALEMENT

A. Doctrine de non croyant. Il panse les chevaux.
B. De quoi faire du feu. Vinaigrette au goût relevé.
C. Toute en finesse. Refrain connu.
D. Des siècles et des siècles. Libérés d'un poids.
E. Raconte une histoire. Le fin du fin. Devant ce qui est à toi.
F. Art du spectacle. Petit rongeur.
G. Prince troyen, héros de Virgile. Remua la terre.
H. Tournait la vis. Bières de pub.

HORIZONTALEMENT

1. Elles laissent une place vide.
2. Région viticole traversée par la Loire.
3. Dormir comme une marmotte.
4. Il voit un lever chaque matin. Crier comme le cerf.
5. C'est la même chose.
6. Tout dégoûtant. On l'appelle souvent petite pomme (d').
7. Produits sucrés. Mot de liaison.
8. Il fait l'article à Madrid. Type de société.
9. Théâtre de Milan.
10. Liquide blanc. Pour exprimer une égalité.
11. Côté au soleil. Pronom personnel.
12. Pour le noble. Longs récits.

LES MOTS FLÉCHÉS



SUDOKU

		4	1			6	9	3
		1	2		5			
8	7	9	3				1	
6	4			1				
7			5	4	2			8
				3			5	1
	5				3	7	8	4
			6		7	1		
2	9	7			1	5		

1 2 3 4 5 6 7 8 9

MOTS MÊLÉS

ALCALINE ARAK BLEUET CARRELEUR DAHLIA DETREMPE EMIGREE FABLIAU FELER
GAGEURE GLACE HALL IGUANE LANDAU MEUTE PLANTER PORRIDGE RAGTIME
RAILLERIE REAL RELIQUE REPLIE URANIUM VERTICALE YACHTMAN

R	V	R	K	E	R	E	L	E	F	E	E
U	N	E	A	M	E	H	C	A	U	N	P
E	A	G	R	I	P	A	B	Q	I	A	M
L	M	D	A	T	L	L	I	L	B	U	E
E	T	I	N	G	I	L	A	L	I	G	R
R	H	R	G	A	E	C	E	N	H	I	T
R	C	R	U	R	L	U	A	R	T	A	E
A	A	O	L	A	E	R	R	L	I	E	D
C	Y	P	E	T	U	E	M	E	E	E	R

CASBAH D'ALGER

Vaste programme de restauration en cours

Le ministre de la Culture et des Arts a rappelé jeudi que la réhabilitation de la Casbah s'inscrit dans le plan stratégique de modernisation d'Alger, présenté au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en décembre 2024.

Jeudi, devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou, a présenté les efforts de l'État en matière de sauvegarde de la Casbah d'Alger. Il a assuré que les opérations de restauration, menées sous la supervision de la wilaya d'Alger, avancent à un «rythme accéléré», avec une livraison prévue entre la fin 2025 et 2026. Lors de cette séance plénière, présidée par le vice-président de l'APN, Abderrezak Touati, le ministre a détaillé les chantiers en cours. Parmi les projets finalisés figurent la maison de la famille Bouhired, la mosquée du Dey à la citadelle d'Alger, Djamaâ el Barani, DjamaâKetchaoua, le Mausolée de Sidi Abderrahmane Et-Thaâlibi ainsi que plusieurs immeubles historiques. En parallèle, les travaux se poursuivent sur des sites emblématiques comme le Palais du Dey, le Palais des Beys ou encore Dar Khdaouedj El Amia et le Palais Ahmed Pacha. Des interventions sont également prévues pour réhabiliter certaines mosquées, zaouïas et rues de ce quartier historique. Le ministre a rappelé que la réhabilitation de la Casbah s'inscrit dans le plan stratégique de modernisation d'Alger, présenté au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en décembre 2024. Ce dernier a donné des «instructions fermes» pour restaurer le tissu urbain et historique de la Casbah et trouver des solutions adaptées pour préserver son patrimoine. Dans cette dynamique, une visite d'inspection a été menée en janvier dernier afin d'évaluer l'avancement des travaux et d'apporter les ajustements nécessaires. M. Ballalou a également souligné l'importance de faciliter les procédures administratives relatives aux demandes de permis de construire et d'aménagement. Un des principaux enjeux concerne les 693 bâtisses privées nécessitant des interventions de restauration. Une commission mixte a été mise en place pour étudier ce dossier et proposer des solutions adaptées, dans le cadre d'un programme global de prise en charge du patrimoine bâti. Le programme de restauration vise également à intégrer des aménagements modernes tout en préservant l'authenticité de la Casbah. L'État met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la réhabilitation de ce site emblématique, en accord avec les standards de préservation du patrimoine.

LA CITADELLE AU CŒUR DES PRÉOCCUPATIONS

Entre mémoire, art et préservation

À l'occasion de la Journée nationale de la Casbah d'Alger, célébrée chaque 23 février, plusieurs établissements culturels placés sous la tutelle du ministère de la Culture et des Arts ont mis en place un programme riche et varié, s'étalant du 22 au 25 février. Sous le thème «La Casbah, berceau des civilisations et carrefour des arts», l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés (OGEBC), le Musée national de l'enluminure, de la miniature et de la calligraphie (MNEMC), le Musée national des Arts et traditions populaires (MNATP) ainsi que l'Agence nationale des secteurs sauvegardés (ANSS) orchestreront des journées d'étude, des expositions, des spectacles artistiques et des ateliers pédagogiques. Ces événements verront la participation active d'associations engagées dans la préservation du patrimoine, des métiers et des traditions populaires. L'OGEBC a prévu une série d'expositions mettant en valeur le raffinement des tenues et bijoux traditionnels algérois, l'artisanat du cuivre ainsi que la peinture sur bois. Parmi les événements phares, une exposition photographique intitulée «La Casbah, quartier et récit» prendra place à Dar Essouf, dévoilant des instantanés d'une cité figée entre histoire et modernité.

PRIX ALI-MAÂCHI ET CADETS DE LA CULTURE

Intérêt particulier pour les jeunes talents

Le ministre de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou, a présidé, mercredi soir, l'installation des commissions des Prix du président de la République «Ali-Maâchi» pour les jeunes créateurs et «Cadets de la culture». Cette édition est placée sous le signe de la mémoire de Mohamed Lakhdar Essaihi, écrivain et poète disparu, dont l'héritage littéraire continue d'inspirer la scène culturelle algérienne, selon un communiqué du ministère. À cette occasion, M. Ballalou a accueilli les membres des deux commissions, constituées d'artistes et d'experts issus de divers horizons culturels. Il a salué la vitalité de la jeune scène artistique algérienne et rendu hommage aux talents émergents qui, par leur engagement, rayonnent tant sur le plan national qu'international. Le ministre a insisté sur la vocation de ces distinctions : «Ces Prix sont bien plus qu'une récompense. Ils sont un tremplin pour révéler de nouveaux créateurs et stimuler l'expression artistique sous toutes ses formes». Dans cette optique, il a réaffirmé l'engagement du ministère à accompagner les lauréats au-delà de la simple reconnaissance symbolique. L'État s'engage ainsi à publier leurs œuvres et à leur ouvrir les portes des grandes manifestations culturelles, tant en Algérie qu'à l'étranger. Soulignant l'importance d'une approche transparente et équitable dans le processus de sélection, M. Ballalou a plaidé pour un arbitrage rigoureux et ouvert aux suggestions des membres des commissions. «Nous devons sans cesse améliorer nos mécanismes d'évaluation pour garantir une égalité des chances et favoriser l'émergence d'une créativité sans entraves», a-t-il conclu. À travers cette initiative, le ministère entend inscrire la culture dans une dynamique de soutien structurant, à même d'offrir aux jeunes artistes les moyens de s'épanouir et de contribuer au rayonnement culturel du pays.

RÉUNION D'ÉVALUATION DES EXPERTS DU PATRIMOINE

Conforter la position de l'Algérie au sein de l'UNESCO

Dans une volonté affirmée de renforcer son rôle sur la scène internationale en matière de préservation du patrimoine, l'Algérie a organisé, mercredi à Alger, une rencontre scientifique entre les experts du ministère de la Culture et des Arts et leurs homologues de l'UNESCO. Cet échange, tenu par visioconférence, s'inscrit dans la dynamique impulsée par le ministre Zouhir Ballalou, visant à valoriser le patrimoine culturel et naturel du pays tout en consolidant sa position au sein des grandes institutions internationales dédiées à la protection du patrimoine. L'un des objectifs majeurs de cette réunion a été d'évaluer l'état d'avancement des dossiers en cours en vue de leur soumission au Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO lors de sa prochaine session. Il s'agit d'une étape cruciale pour garantir la conformité des propositions algériennes aux exigences strictes de l'organisation onusienne et ainsi maximiser les chances d'inscription de nouveaux sites sur la Liste du patrimoine mondial. Les discussions ont notamment porté sur la nécessité de mettre à jour et d'élargir la Liste indicative du patrimoine algérien, document clé servant de base aux futures candidatures. En parallèle, l'idée d'une documentation plus approfondie et rigoureuse a été mise en avant afin de répondre aux critères internationaux de préservation et de gestion durable des sites culturels et naturels. L'Algérie, riche de son histoire plurimillénaire et de la diversité de ses paysages, entend renforcer son rôle actif dans la protection du patrimoine mondial. Pour ce faire, cette rencontre a permis d'explorer des stratégies scientifiques et techniques novatrices visant à faciliter l'inscription de nombreux sites sur la Liste du patrimoine mondial. Une démarche qui reflète la volonté des autorités de structurer leurs efforts et d'adopter des approches méthodiques fondées sur des études détaillées et des collaborations internationales renforcées.

Dans cette optique, l'accent a été mis sur la nécessité d'élaborer des plans de gestion intégrée pour les sites déjà classés, à l'image du Parc national du Tassili N'Ajjer et de la Casbah d'Alger, tout en envisageant des candidatures futures pour d'autres sites emblématiques. L'objectif étant d'allier préservation et développement durable, dans une logique de transmission aux générations futures.

Cette rencontre scientifique marque également une avancée significative dans la coopération entre les instances nationales et internationales chargées de la sauvegarde du patrimoine. L'Algérie entend jouer un rôle clé au sein des organisations régionales et mondiales, en consolidant les liens avec les experts et institutions spécialisées, et en participant activement aux débats sur les politiques de conservation.

Le ministère de la Culture a insisté sur l'importance de poursuivre ces échanges et de renforcer les capacités des acteurs locaux impliqués dans la gestion du patrimoine. À travers ces initiatives, l'Algérie affirme sa volonté de faire reconnaître davantage son héritage culturel exceptionnel et d'assurer sa préservation dans le respect des normes internationales. Alors que la protection du patrimoine est devenue un enjeu mondial face aux défis environnementaux et aux pressions de l'urbanisation, l'Algérie semble plus que jamais déterminée à faire entendre sa voix et à faire valoir la richesse de son héritage auprès des grandes instances internationales.

16

Alger 29°
Ouargla 30°
Oran 29°
Constantine 30°

FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
05:58	13:02	16:07	18:32	19:56

PROCÉDURES DOUANIÈRES APPLICABLES AUX VOYAGEURS

La Direction générale des Douanes (DGD) a apporté, hier dans un communiqué, des précisions concernant les procédures douanières applicables aux voyageurs, affirmant que les procédures en vigueur incluaient tous les voyages à destination et en provenance de l'Algérie pour garantir le respect des lois et réglementations douanières en vigueur et éviter toute ambiguïté ou infraction lors de l'entrée ou de la sortie du territoire national. « A la lumière des informations relayées récemment sur un site électronique concernant la mise en place de nouvelles mesures appliquées par les Douanes algériennes pour l'entrée des véhicules et le transport de bagages sur l'une des lignes maritimes, la DGD tient à clarifier que ces mesures ne sont pas nouvelles, mais qu'il s'agit d'un rappel des procédures en vigueur visant à garantir le respect des lois et règlementations douanières en vigueur afin d'éviter toute ambiguïté ou infraction lors de l'entrée ou de la sortie du territoire national", liton dans le communiqué. « Ces mesures ne se limitent pas à une ligne maritime spécifique, mais s'appliquent à tous les voyages à destination et en provenance de l'Algérie, que ce soit par voie maritime ou terrestre », précise la même source. A ce propos, la DGD souligne que ces mesures visent à « organiser la circulation des personnes et des biens via les frontières conformément aux lois, tout en assurant le respect des réglementations interdisant tout dépassement lié au transport illégal de marchandises ». Dans le même sillage, les Douanes algériennes invitent l'ensemble des voyageurs et des citoyens à « vérifier les informations douanières via les canaux de communication officiels, afin d'éviter tout malentendu pouvant résulter de la diffusion d'informations inexactes provenant de sources non officielles ».

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION//DIMANCHE 23 FEVRIER 2025 // N°1017 //PRIX 20 DA

SECTEUR DES ASSURANCES

L'année 2025 sera celle de la qualité de services

Le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurances et de réassurance(UAR) et également Président-directeur général de la Société algérienne d'assurance(SAA), Youcef Benmicia, a affirmé hier à Ghardaia que l'année 2025 sera celle de la qualité des services.

S'exprimant en marge d'une journée d'étude sur les assurances multirisques comme solutions pour sécuriser les opérateurs économiques, M. Benmicia a indiqué qu'avec la révision et la modification de la loi relative aux assurances, cette dernière contribuera à renforcer l'adaptation et la gouvernance des compagnies d'assurances mais aussi le rôle des organes de contrôle, tout en améliorant la qualité des prestations fournies aux clients.

« A travers l'adoption de cette loi, nous pouvons diversifier nos produits et systèmes d'assurances, à travers non seulement l'inclusion financière mais aussi avec une prise en charge de nouveaux risques, notamment ceux liés aux changements climatiques et aux risques majeurs et l'accélération et la généralisation de la cadence de la numérisation' », a-t-il soutenu.

L'objectif est de se mettre au diapason avec la dynamique

économique que connaît le pays et de réaliser de nouveaux "bonds'' qualitatifs, a-t-il souligné.

Abordant l'objectif de cette rencontre dans la wilaya de Ghardaïa, le PDG de la SAA a relevé que le but est de propager et inculquer la culture de l'assurance contre les risques auprès de l'ensemble des acteurs et opérateurs économiques. Les experts en assurances et intervenants à cette journée d'information ont réaffirmé la nécessité pour les compagnies d'assurance de s'adapter aux mutations économiques en cours, aux changements et risques cybernétiques et aux technologies modernes, et ce afin d'améliorer les programmes d'assurance proposés. Plusieurs intervenants ont mis en avant la nécessité d'améliorer les offres d'assurance et d'opérer un changement dans le rôle des souscripteurs à l'assurance, en leur attribuant de nouveaux engagements, et ce afin de développer des mécanismes efficaces de prévention et de flexibilité.

Organisée par la SAA en collaboration avec l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), cette journée de sensibilisation et d'information sur l'assurance multirisques s'inscrit dans le cadre du développement d'offres d'assurances, tel que l'assurance agricole contre les risques climatiques.

La rencontre est la première étape d'une large campagne de communication et de sensibilisation des partenaires économiques et producteurs de la région quant aux avantages de l'assurance multirisques.

Selon les données fournies, l'Algérie compte 25 compagnies d'assurances (privées, étatiques et étrangères), a-t-on fait savoir.

OLYMPIADES NATIONALES DU CALCUL MENTAL À OULED DJELLAL

ZINEB AYECHE DE M'SILA DÉCROCHE LA PREMIÈRE PLACE

La première place des deuxièmes Olympiades nationales du calcul mental, organisées samedi à la salle omnisports Fellah-Khaled d'Ouled Djellal, a été remportée chez les séniors par Zineb Ayeche de M'sila. La seconde place est revenue à Chemseddine Bensmira de Mascara et la troisième à Saker Fergane de Biskra. Chez les cadets, Siradj Nidal-Eddine Radjil de Khenchela a décroché la première place suivi en 2ème place par Sara Chenini d'Ouled Djellal et en troisième place par Rahma Hadjadj de Constantine. Dans la catégorie des minimes, Soulef Cherouf d'Ouled Djellal a obtenu la première place, Amina Afia de Sétif la seconde et Abdelaziz Noufel d'Ouled Djellal la troisième.

Plus de 100 concurrents de Sétif, de Constantine, de Khenchela, de Biskra, de Touggourt, d'El Oued, de Tissemsilet, d'El Meghaeir, de Mascara, d'Ouled Djellal et de la wilaya déléguée de Barika ont participé à cette manifestation organisée par la ligue de wilaya des activités culturelles, selon son président, Hamza Kadri, qui a relevé que cette manifestation a permis de découvrir les talents qui participeront aux prochaines compétitions internationales. Ouvertes par le chef du cabinet du wali, Houssam Benali sous le slogan « vers une génération de génies", ces olympiades ont donné lieu à la distinction des lauréats des premières places et les familles des deux cadres de la wilaya défunts, Liamine Zine et Ali Eddine Chehia, dont les noms ont été données à cette édition.

VISION STRATÉGIQUE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

LE RND SALUE LES RÉALISATIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DE L'ALGÉRIE

Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Mustapha Yahi, a salué, hier à Biskra, « les réalisations stratégiques d'ordre économique et social de l'Algérie nouvelle ». « Les méga-projets récemment inaugurés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, notamment l'usine de dessalement de l'eau de mer de Cap Blanc, à Oran, traduisent la vision stratégique de l'Algérie en matière de développement durable, et représentent un pas important dans la sécurisation des ressources hydriques pour le peuple », a déclaré le SG du RND, lors d'un meeting animé dans le cadre de la célébration du 28e anniversaire de la création du parti. Yahi a ajouté, lors de cette rencontre, que le RND « soutient les positions fortes et honorables de la diplomatie algérienne, et ses réalisations dans la défense des causes justes », avant de souligner qu'il « s'agit-là du fruit des efforts du président de la République pour asseoir la forte présence de l'Algérie dans le monde ». Sur la question de la Mémoire, le SG du RND a indiqué que sa formation politique « s'associe à toutes les forces vives de l'Algérie pour demander au gouvernement français de répondre aux demandes des autorités algériennes relatives au sujet de la Mémoire, à commencer par la reconnaissance des crimes coloniaux contre le peuple algérien, l'indemnisation des victimes de ces crimes, y compris celles des essais nucléaires, et la récupération de tous les ossements des martyrs et des résistants ».

ARTISANAT

PRÈS DE 5.000 FEMMES RURALES ONT BÉNÉFICIÉ DE FORMATIONS

Près de 5.000 femmes rurales ont bénéficié d'une formation en février courant en artisanat au niveau national, a indiqué hier la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, en visite dans la wilaya de Tizi-Ouzou. La ministre qui a procédé au lancement d'une de ces formations à Tizi-Ouzou, a fait savoir que pas moins de 4.910 femmes de différents métiers artisanaux ont pris part, dans les 58 wilayas, aux formations dispensées aux femmes porteuses de projets, dans le cadre de l'intégration économique de la femme rurale.

DES ÉLÈVES DE LA WILAYA DE TOUGGOURT À L'APN

UNE VISITE PÉDAGOGIQSUE

Un groupe d'élèves de la wilaya de Touggourt a effectué, hier, une visite pédagogique au siège de l'Assemblée populaire nationale (APN), indique un communiqué de la chambre basse du Parlement. « Dans le cadre de l'ouverture de l'APN sur les différents acteurs de la société, un groupe d'élèves du CEM Taher Benzaoui à Degaâ (wilaya de Touggourt), a effectué une visite pédagogique au siège de l'APN », précise le communiqué. Les élèves ont été accueillis par le député Ahmed Aboubakr qui leur a présenté un exposé exhaustif sur l'évolution de cette institution constitutionnelle, depuis son passage du système monocaméral au système bicaméral, ainsi que sur sa composante, ses missions et ses mécanismes de contrôle et leur classement par ordre de priorité, selon la même source. Après avoir sillonné les couloirs de l'APN, les élèves ont visité certains services administratifs et techniques, le siège de la commission des affaires juridiques et administratives et des libertés et la salle de conférence "Rabah Bitat". Au terme de la visite, des photos souvenirs ont été prises au niveau du hall de l'APN, conclut le communiqué.

APS